

GUINÉE ÉQUATORIALE

Diversification économique, un modèle pour l'Afrique

MENSUEL DE L'ACTUALITÉ DES PERSONNALITÉS AFRICAINES

LA CLÉ POUR COMPRENDRE L'AFRIQUE

HOMMES d'AFRIQUE Magazine

www.hommesdafrique.com

N° 152 FÉVRIER 2025

MAHAMOUD ALI YOUSOUF
DJIBOUTI

RICHARD RANDRIAMANDRATO
MANGACH

RAILA ODINGA
KENYA

UNION AFRICAINE

QUI POUR FAÇONNER L'AVENIR DE L'AFRIQUE ?

PANAFRICANISME ET LEADERSHIP FÉMININ
LATIFA AKHARBACH

LA CANDIDATE DU MAROC À LA VICE PRÉSIDENTE DE LA
CUA QUI POURRAIT REDÉFINIR L'AVENIR DE L'AFRIQUE

ZLECAF

Un an après, quel bilan pour
le commerce intra-africain ?



Africa: CEMAC - 1500 Cfd - Other african country - 45 US - Europe - 4 Euros - Switzerland - 6,50 CHF - America - 6 US - Morocco - 20 Dir - Madagascar - 5000 Ariary

www.femmesdafrique.net

FEMMES d'AFRIQUE Magazine



N° 2 Rue Australia - Imm. N° 04 - Océan - Rabat - Maroc
 Tél. : +212 5 37 72 58 31 • Gsm : +212 6 48 82 21 37
 Site web : www.femmesdafrique.net

Atique Zone GSM: 1500 146 - Autres pays d'Afrique : 48 116 - Europe : 3 Euro - Amérique : 3 US Dollars - 10 Dhs

SOMMAIRE

FOCUS

- 6-27 Commission de l'Union Africaine : Contexte et Enjeux du renouvellement des postes électifs
Intégration, paix, sécurité et développement Économique : Les défis du prochain leadership de la CUA
Mahmoud Ali Youssouf : L'architecte de la diplomatie djiboutienne qui vise la présidence de l'Union Africaine
Raila Odinga : Le chantre de l'autonomie financière de l'Union africaine
Vice-Présidence De La CUA : Latifa Akharbach Une vision panafricaine pour l'Union Africaine

POLITIQUE

- 28-33 Angola / Une Société Plus Équitable Et Inclusive : L'une Des Priorités Du Président Joao Lourenco
Le Maroc, moteur pour une Afrique résiliente et intégrée
Guinée Équatoriale : Diversification économique, un modèle pour l'Afrique

ECONOMIE

- 34-37 Guinée Équatoriale : Des infrastructures au service du développement
Les fintech africaines ont capté 47% du total mondial levé en 2024 : La tendance des start-ups du secteur des technologies financières à attirer la plupart des capitaux dans l'écosystème africain s'est poursuivie en 2024

STATISTIQUES

- 38 - 44 18e session des DG des offices nationaux de statistique à Banjul : Des recommandations et rendez-vous au Cap-Vert pour les évaluations

INFRASTRUCTURES

- 45 L'Afrique a besoin de 400 milliards USD pour développer ses réseaux électriques d'ici 2050

OPINION

- 46 - 47 De l'AGOA à la ZLECAF : Un carrefour sur la route du commerce africain



EDUCATION

- 48 - 51 Force motrice du développement de l'Afrique : La crise de l'éducation en Afrique - Un défi déterminant pour l'avenir du continent

LEADERSHIP

- 52 - 59 Dr Coffi Dieudonné Assouvi, Directeur Général du Centre Africain de Formation et de Recherche en Administration pour le Développement (CAFRAD) : «Un nouvel État et une nouvelle administration publique nécessitent des dirigeants bien formés»
Abiy Ahmed, Premier ministre éthiopien : Entre paix fragile et ambitions de réforme
Mahamat Idriss Déby : Le Tchad en quête d'un nouveau contrat social

SPORT

- 60 - 62 CAN 2025 : Le MAROC connaît ses adversaires et veut vaincre le signe indien de 1976
PAPE SECK, Créateur de contenus sportifs à propos de la CAN 2025 : « Les infrastructures, les villes du Maroc sont magnifiques »
BONIFACE OJORA BABATUNDE, reporter sportif : « Je crois que le Maroc comme pays organisateur est un bon favori »



Votre magazine Hommes d'Afrique est disponible sur Kalpin, le premier kiosque digital au Maroc

Prix
unitaire

60 DH

Accès digital

Prix
annuel

590 DH
Par an

Accès digital
à 12 numéros

Prix
étudiant

530 DH
Par an

Accès réservé
aux étudiants



L'AFRIQUE À LA CROISÉE DES CHEMINS : QUEL LEADERSHIP POUR RÉINVENTER L'AVENIR ?

L'année 2025 marque un tournant stratégique pour l'Union Africaine (UA), qui se trouve à un carrefour crucial. Alors que le continent fait face à des défis géopolitiques et économiques de grande ampleur, le renouvellement des postes électifs au sein de la Commission de l'UA s'offre comme une occasion unique de réaffirmer les ambitions africaines. Ce moment ne se résume pas à une simple transition administrative, il représente plutôt une refonte des priorités politiques et institutionnelles qui façonneront l'avenir de l'Afrique.

L'intégration régionale, au cœur des priorités africaines, est l'un des enjeux majeurs pour les années à venir. L'Union Africaine a mis en place des projets ambitieux, tels que la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), mais ceux-ci peinent à se concrétiser pleinement en raison d'obstacles politiques et économiques persistants. Le futur leadership de la Commission devra intensifier les efforts pour accélérer la mise en œuvre de cette intégration. Il sera crucial d'harmoniser les politiques économiques et de développer les infrastructures transnationales afin de favoriser un véritable échange régional. Une meilleure coopération entre les Communautés Économiques Régionales (CER) sera également nécessaire pour éviter la duplication des efforts et optimiser les ressources disponibles. L'Afrique a besoin d'un leadership capable d'inspirer une vision commune et de garantir que les engagements pris par les États membres soient suivis de manière rigoureuse.

L'instabilité politique et les conflits armés restent une réalité pour de nombreuses régions du continent. Le Sahel, la Corne de l'Afrique et certaines zones d'Afrique centrale sont toujours secouées par des violences qui freinent le développement et menacent la stabilité. Bien que l'UA ait mis en place des mécanismes de maintien de la paix, comme la Force Africaine en Attente, leur efficacité est limitée par un manque de financement et de capacités d'intervention

réelles. Le leadership à venir devra renforcer ces mécanismes et mettre en œuvre des stratégies plus proactives en matière de médiation et de diplomatie. L'Afrique ne doit plus dépendre des interventions étrangères pour assurer sa propre sécurité. Une véritable autonomie stratégique et une mutualisation des ressources militaires devront être des priorités majeures.

Sur le plan économique, l'Afrique, bien qu'ayant un potentiel immense, reste trop dépendante des exportations de matières premières. Il est urgent de diversifier les économies nationales et de renforcer le commerce intra-africain. Le développement industriel, la modernisation de l'agriculture et l'investissement dans les énergies renouvelables doivent devenir les priorités stratégiques de l'UA. Parallèlement, l'inclusion de la jeunesse africaine, qui représente plus de 60 % de la population, est essentielle. L'éducation, la formation professionnelle et l'entrepreneuriat doivent être intégrés aux politiques économiques et politiques pour libérer tout le potentiel de cette génération.

Un autre défi majeur pour l'Union Africaine réside dans son financement. Actuellement, l'organisation reste largement dépendante des bailleurs de fonds internationaux, ce qui limite son indépendance. Le futur leadership devra envisager des solutions de financement endogènes, telles que la mise en place de contributions obligatoires des États membres ou des taxes sur certaines transactions économiques, afin de renforcer l'autonomie financière de l'organisation.

L'élection du prochain président de la Commission sera un moment clé dans cette dynamique de réinvention de l'UA. Ce ne sera pas simplement un changement d'équipe, mais bien l'occasion de redéfinir la trajectoire de l'Afrique vers un avenir de prospérité, de stabilité et d'unité. Les défis sont nombreux, mais l'opportunité de les relever est unique. L'avenir de l'Afrique dépendra de ce leadership visionnaire qui saura répondre aux attentes des peuples et aux exigences du XXI^e siècle.

COMMISSION DE L'UNION AFRICAINNE

CONTEXTE ET ENJEUX DU RENOUVELLEMENT DES POSTES ÉLECTIFS



Le changement de leadership à la Commission de l'Union Africaine (CUA) est un moment crucial dans l'histoire de l'organisation continentale. L'histoire devra ainsi s'écrire, pour une énième fois, en ce mois de février 2025, lors du 47^e sommet de l'Union Africaine (UA). Il s'agit d'un processus électoral qui ne se limite pas simplement à un changement de personnes, mais qui a également un impact majeur sur la direction politique, diplomatique et institutionnelle de l'UA pour les années à venir. Le renouvellement des postes électifs à la Commission est une occasion de réévaluer la vision et les priorités de l'UA, de renforcer son efficacité et de lui permettre de mieux répondre aux défis de l'Afrique contemporaine.

Contexte du renouvellement des postes électifs

La CUA est l'organe exécutif de l'UA chargé de mettre en œuvre ses décisions et de coordonner les activités des États membres. Le leadership de cette Commission, constitué de plusieurs postes clés, notamment le Président de la Commission, les Commissaires et autres responsables, est renouvelé tous les quatre ans. Ces élections se tiennent lors du Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UA, qui est le principal organe décisionnel de l'organisation.

« Ce processus est stratégique pour l'avenir de l'UA, car il reflète les changements politiques sur le continent », explique, à Hommes d'Afrique, Joseph Banda, politologue camerounais, enseignant des universités. « Avec un nombre croissant d'initiatives de réformes internes, la manière dont ces élections se déroulent, ainsi que les personnes qui seront élues, auront un impact direct sur la capacité de l'Union Africaine à naviguer dans les défis géopolitiques, économiques et sociaux du XXI^e siècle », souligne cet expert. Il a ajouté : « Le renouvellement des postes électifs à la Commission est ainsi une fenêtre sur l'avenir de l'Afrique et sur la manière dont le continent souhaite se positionner à l'échelle mondiale ».



Enjeux

Pour Louise Kamga, professeure de droit, l'un des enjeux majeurs du renouvellement des postes électifs à la CUA est la mise en œuvre des réformes institutionnelles de l'organisation. « Ces réformes ont pour but d'améliorer l'efficacité, la transparence et la réactivité de l'UA », explique Kamga. Ces dernières années, se souvient-elle, des discussions ont eu lieu concernant la nécessité de réformer la Commission pour la rendre plus opérationnelle, plus crédible et mieux à même de répondre aux besoins des États africains. Le choix des leaders qui occuperont ces postes influencera la réussite de ces réformes et leur mise en œuvre.

Et de commenter : « Les élections permettent ainsi de déterminer la direction que prendra l'UA pour les prochaines années en matière de gestion de ses affaires internes, de l'organisation de ses ressources humaines, de la transparence de ses financements, et de la réactivité de ses institutions face aux crises politiques, économiques et sécuritaires ».

Le renforcement de la solidarité africaine n'est pas en reste. La solidarité et la coopération entre les États africains sont au cœur de la mission de l'UA. Le choix des dirigeants de la Commission aura une incidence sur la capacité de l'UA à promouvoir cette solidarité. En effet, l'UA est confrontée à de nombreux défis internes qui nécessitent une

gestion coordonnée et collective, allant des conflits interétatiques aux crises humanitaires en passant par les défis économiques mondiaux.

« Les leaders élus auront pour mission de renforcer la coopération panafricaine, notamment en facilitant la mise en œuvre des projets communautaires et régionaux, et en apportant une réponse unifiée aux défis continentaux », estime Mokwe Joshua, économiste. « Cela inclut la gestion des tensions politiques au sein de certaines régions, la résolution des conflits et la promotion de l'intégration économique en Afrique ».

Selon cet économiste, l'autonomie financière de l'UA est un objectif majeur depuis plusieurs années. L'un des principaux défis de l'organisation, fait-il observer, a été sa dépendance à l'égard des financements extérieurs, notamment de la part de puissances étrangères et d'organisations internationales. « Les élections à la Commission de l'UA auront une incidence sur l'effort de l'UA pour se donner les moyens financiers et les ressources nécessaires à l'accomplissement de ses missions », commente-t-il.

Un des principaux objectifs pour l'UA, a renchéri Banda, reste de se doter d'un modèle financier plus durable, en mettant en place des mécanismes de financement propres, notamment à travers des contributions accrues des États membres, des partenariats régionaux et privés. « Les dirigeants de l'UA devront



prendre des décisions stratégiques sur ce plan pour permettre à l'organisation d'agir de manière indépendante, sans être soumise aux volontés externes ».

Pour Léonard Momo, géostratège, l'Afrique fait face à un certain nombre de défis géopolitiques et environnementaux qui exigent une réponse rapide et efficace de l'UA. Parmi ces défis, conte-t-il, on peut citer les crises sécuritaires dans plusieurs régions, telles que le Sahel et la Corne de l'Afrique, ainsi que la lutte contre les changements climatiques, qui ont des répercussions sur les économies africaines et exacerbent les inégalités sociales.

« Le renouvellement des postes à la Commission de l'UA sera l'occasion de désigner des leaders capables de coordonner des actions régionales pour gérer ces crises », observe-t-il. Il a ajouté : « En matière de sécurité, l'UA devra renforcer ses capacités de maintien de la paix, et les leaders élus auront la responsabilité de soutenir et de coordonner les efforts pour protéger les populations vulnérables. De même, en matière de lutte contre le changement climatique, les dirigeants de l'UA devront mettre en place des stratégies communes pour réduire l'impact environnemental en Afrique et promouvoir des initiatives de développement durable ».

La jeunesse africaine : un facteur clé du changement

Le rôle de la jeunesse africaine est un autre enjeu majeur dans le processus de renouvellement des postes à la CUA, a souligné Mokwe. La jeunesse représente, insiste cet économiste, une grande majorité de la population du continent, avec plus de 60 % de la population étant âgée de moins de 25 ans. « Les dirigeants élus auront la responsabilité de créer un environnement politique et économique qui permette à cette jeunesse d'avoir un accès équitable à l'éducation, à l'emploi et aux opportunités de développement ».

« L'intégration de la jeunesse dans les

processus décisionnels de l'UA et dans la formulation de politiques panafricaines est essentielle pour garantir la durabilité des initiatives de développement du continent », a renchéri, à Hommes d'Afrique, Momo.

« La Commission devra mettre en place des programmes destinés à inclure la jeunesse dans la gestion des affaires de l'Afrique, et les futurs leaders auront un rôle clé dans cette dynamique », prospecte ce géostratège. Pour lui, le renouvellement des postes électifs à la CUA est un événement déterminant pour l'avenir de l'Afrique. Il constitue un moment de réorientation pour l'organisation et pour les États membres, en permettant de désigner des leaders capables de répondre aux enjeux actuels du continent. Et de conclure : « En matière de réformes institutionnelles, de coopération régionale, de gestion des crises et de soutien à la jeunesse, les choix opérés lors de ces élections auront des répercussions profondes sur la vision et l'ambition de l'UA pour les prochaines décennies. Ce processus électoral offre à l'Afrique l'opportunité de renouveler son engagement envers un avenir plus intégré, plus solidaire et plus prospère ».

**EN MATIÈRE DE
LUTTE CONTRE
LE CHANGEMENT
CLIMATIQUE, LES
DIRIGEANTS DE
L'UA DEVRONT
METTRE EN PLACE
DES STRATÉGIES
COMMUNES...**

Sylvestre Tetchiada

INTÉGRATION, PAIX, SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les défis du prochain leadership de la CUA



Le changement de leadership à la CUA en février prochain constitue un tournant stratégique pour l'organisation continentale. Ce renouvellement intervient dans un contexte où l'Afrique est confrontée à de nombreux défis, mais aussi à des opportunités majeures pour transformer ses sociétés et ses économies. Le nouveau président de la Commission de l'UA aura un rôle crucial à jouer dans la définition de l'avenir de l'Union et la réponse aux défis les plus urgents du continent. Parmi les enjeux majeurs à prendre en compte, l'intégration africaine, la paix et la sécurité, ainsi que le développement économique figurent parmi les priorités absolues pour garantir une Afrique stable, prospère et unie.

1. L'INTÉGRATION AFRICAINE : UN ENJEU FONDAMENTAL POUR LA COHÉSION DU CONTINENT

L'intégration africaine est un objectif central de l'Union Africaine depuis sa création. L'unité du continent est au cœur de la vision de l'UA, et le prochain président de la Commission sera chargé de faire

avancer ce projet, en surmontant les obstacles historiques et contemporains. Si des progrès ont été réalisés, il reste encore des défis majeurs à relever pour assurer une véritable intégration politique, économique et sociale.

a. La mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf)

L'un des projets les plus ambitieux en matière d'intégration est la création de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), un marché unique qui vise à stimuler les échanges intra-africains en éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires entre les pays membres. Cependant, la mise en œuvre de la ZLECAf rencontre des obstacles complexes, notamment des divergences dans les politiques économiques nationales, des infrastructures insuffisantes pour soutenir le commerce intra-africain, et des défis liés à la mise en place de normes communes en matière de régulation commerciale.

Le prochain président de la Commission de l'UA devra s'assurer que les États membres respectent leurs engagements

en matière d'ouverture des marchés et de facilitation du commerce. Il devra également promouvoir l'harmonisation des politiques économiques et la mise en place d'infrastructures de transport et de communication transnationales pour connecter les différentes parties du continent.

b. Développement des infrastructures panafricaines

Les infrastructures sont la clé de l'intégration de l'Afrique. Le développement de corridors de transport, de réseaux énergétiques et de systèmes de communication interconnectés est essentiel pour faciliter les échanges commerciaux et promouvoir la libre circulation des personnes. L'initiative Programme Infrastructure Afrique (PIA) est un bon exemple d'effort continental, mais elle reste encore insuffisante pour répondre aux besoins croissants. Le nouveau président devra garantir l'accélération des projets en cours et faire en sorte qu'ils soient financés de manière durable.

c. Renforcer la coopération entre

les communautés économiques régionales

L'Afrique est composée de plusieurs communautés économiques régionales, telles que la CEDEAO, la SADC, la COMESA, et l'EAC, qui jouent un rôle important dans la promotion de l'intégration au sein du continent. Cependant, ces communautés fonctionnent souvent de manière indépendante, avec peu de coordination entre elles. Le prochain président devra œuvrer à une meilleure harmonisation des actions de ces CER pour éviter la duplication des efforts et renforcer la synergie entre elles.

2. PAIX ET SÉCURITÉ : L'INCONTOURNABLE DÉFI DE LA STABILITÉ DU CONTINENT

La paix et la sécurité demeurent des priorités fondamentales pour l'Union Africaine. Bien que des progrès aient été réalisés en matière de résolution des conflits, l'Afrique reste confrontée à des menaces multiples à sa sécurité, notamment les conflits armés, le terrorisme, les coups d'État et les violences intercommunautaires.

a. Renforcement de la capacité de réponse rapide de l'UA aux crises

L'Union Africaine a mis en place des mécanismes tels que la Force de Réaction Rapide (FRR) pour intervenir rapidement en cas de crise. Cependant, ces mécanismes sont souvent confrontés à des problèmes de financement, de coordination et de capacité logistique. Le prochain président de la Commission de l'UA devra travailler à l'amélioration de ces mécanismes, en renforçant la coopération avec les forces de maintien de la paix de l'ONU et en mobilisant des ressources pour garantir des interventions efficaces. Le défi réside également dans le renforcement de l'architecture de paix et de sécurité de l'UA, notamment en rendant le Conseil de Paix et de Sécurité plus réactif et plus autonome dans ses décisions. Une priorité essentielle sera de garantir la mise en œuvre des décisions de paix et de sécurité dans les régions les plus vulnérables, telles que le Sahel, la région du lac Tchad et la Corne de l'Afrique.

b. Lutter contre le terrorisme et les groupes armés transnationaux

Le terrorisme reste une menace croissante sur le continent, notamment avec des

groupes comme Boko Haram, al-Shabaab et l'État islamique en Afrique de l'Ouest. Le prochain président devra mettre en place des stratégies continentales pour contrer ces menaces, en renforçant la coopération entre les États africains dans la lutte contre le terrorisme et en soutenant les capacités de renseignement et d'intervention militaire.

c. Promouvoir la gouvernance démocratique et prévenir les coups d'État

La consolidation de la démocratie est un facteur clé pour garantir la paix durable en Afrique. Les coups d'État, qui restent une menace sur le continent, fragilisent la stabilité politique et sociale. Le prochain président de la Commission devra travailler à

LE DÉVELOPPEMENT DE CORRIDORS DE TRANSPORT, DE RÉSEAUX ÉNERGÉTIQUES ET DE SYSTÈMES DE COMMUNICATION INTERCONNECTÉS EST ESSENTIEL POUR FACILITER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET PROMOUVOIR LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES.

promouvoir des processus démocratiques, en soutenant les élections libres et transparentes, et en créant des mécanismes de prévention des conflits politiques.

3. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : UNE AFRIQUE PROSPÈRE ET RÉSI-LIENTE

Le développement économique reste au cœur des préoccupations des leaders africains. Bien que l'Afrique ait connu une croissance économique impressionnante ces dernières années, le continent continue de faire face à des défis structurels importants, notamment la pauvreté, le chômage, les inégalités sociales et l'absence d'une diversification économique significative.

a. Promouvoir la diversification économique et la création d'emplois

L'une des priorités économiques majeures pour l'UA est de réduire la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des exportations de

matières premières. Le prochain président devra œuvrer pour encourager les investissements dans des secteurs stratégiques tels que l'industrie, l'agriculture moderne, et les technologies de l'information et de la communication (TIC). Il devra également mettre en place des politiques visant à stimuler la création d'emplois, particulièrement pour les jeunes, qui représentent la majorité de la population active en Afrique.

b. Renforcer les partenariats économiques intra-africains et internationaux

L'intégration économique intra-africaine et les partenariats avec les acteurs internationaux sont essentiels pour promouvoir le développement économique du continent. Le nouveau président de la Commission devra non seulement poursuivre la mise en œuvre de la ZLECAf, mais aussi promouvoir des partenariats stratégiques avec des acteurs économiques internationaux pour favoriser les investissements étrangers directs et la coopération économique.

c. Gestion durable des ressources naturelles et lutte contre les inégalités

Le défi de la gestion durable des ressources naturelles est crucial pour le développement économique de l'Afrique. Le prochain président devra garantir une exploitation responsable des ressources naturelles, en minimisant les impacts environnementaux et en s'assurant que les bénéfices de cette exploitation profitent à l'ensemble de la population africaine, notamment les populations les plus vulnérables.

Le prochain leadership de la CUA se trouve à un carrefour déterminant pour l'avenir du continent. L'intégration africaine, la paix et la sécurité, ainsi que le développement économique sont des enjeux interconnectés qui nécessitent une action résolue et coordonnée. Le président élu devra naviguer à travers ces défis complexes, en plaçant l'Afrique sur la voie d'une prospérité durable et d'une plus grande unité. Les attentes sont grandes, mais les opportunités sont également vastes pour transformer les défis en leviers de progrès pour toute l'Afrique.

S.T.



MAHMOUD ALI YOUSOUF

L'architecte de la diplomatie djiboutienne qui vise la présidence de l'Union Africaine

Mahmoud Ali Youssouf, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de Djibouti depuis 2005, se positionne comme l'un des candidats les plus expérimentés pour la présidence de la Commission de l'Union africaine (UA) en 2025. Avec près de trois décennies au service de la diplomatie, il a su construire un parcours impressionnant, marqué par une défense active des intérêts de Djibouti et une contribution significative à la stabilité et à la coopération régionale sur le continent africain.

Sa candidature repose sur une carrière riche et diversifiée, mêlant leadership national, expertise multilatérale et engagement humanitaire. Homme de consensus et de vision, Mahmoud Ali Youssouf aspire à faire avancer l'UA vers une plus grande intégration régionale et à relever les défis stratégiques de l'Afrique dans un monde en mutation rapide.

Une formation académique solide pour une carrière internationale

Né à Djibouti, Mahmoud Ali Youssouf a rapidement démontré une affinité pour les langues et les relations internationales, un atout qu'il a exploité tout au long de sa carrière. Après avoir obtenu en 1990 une maîtrise en langues étrangères appliquées (anglais/arabe) à l'Université Lyon 2 en France, il a poursuivi sa spécialisation avec plusieurs formations. Il décroche en 1988 un certificat en traduction et relations internationales à la Liverpool Business School au Royaume-Uni, ainsi qu'un certificat en arabe à l'Institut Bourguiba des

Langues Vivantes en Tunisie.

En 1995, il enrichit encore ses compétences à l'École Nationale d'Administration Publique (ENAP) au Québec, où il se forme en management public, consolidant sa capacité à gérer des institutions complexes. Ce parcours académique, complété par des formations à Oxford et dans d'autres institutions prestigieuses, a permis à Mahmoud Ali Youssouf de développer une base solide pour affronter les défis de la diplomatie moderne.

**EN TANT QUE
CANDIDAT À LA
PRÉSIDENTE DE LA
COMMISSION DE
L'UNION AFRICAINE,
MAHMOUD
ALI YOUSOUF
PRÉSENTE UNE
VISION AMBITIEUSE
POUR LE CONTINENT.**

L'ascension d'un diplomate de haut vol

Mahmoud Ali Youssouf débute sa carrière au ministère des Affaires étrangères de Djibouti en 1993, en tant que sous-directeur des organisations internationales. Dans ce rôle, il s'impose comme un acteur clé pour coordonner la participation de Djibouti aux conférences et forums internationaux. Cette première expérience marque le début d'un engagement sans faille pour faire entendre la voix de Djibouti

sur la scène mondiale.

En 1996, il est promu directeur du Monde arabe, une position où il renforce les relations diplomatiques et économiques entre Djibouti et les nations arabes. Cette responsabilité pave la voie à son rôle d'ambassadeur plénipotentiaire et extraordinaire en Égypte en 1997. Il devient également le représentant permanent de Djibouti auprès de la Ligue des États Arabes, tout en assumant simultanément des mandats d'ambassadeur non résident dans plusieurs pays, dont le Liban, la Libye, le Soudan, la Syrie et la Turquie.

Ces missions diplomatiques cruciales lui permettent de négocier des accords bilatéraux et multilatéraux stratégiques, de représenter les intérêts de son pays dans des contextes complexes et de renforcer la coopération régionale, notamment dans les secteurs de la sécurité et du développement.

En 2001, il est nommé ministre délégué chargé de la Coopération internationale auprès du ministère des Affaires étrangères, un poste où il supervise les partenariats stratégiques et consolide la position de Djibouti dans des forums internationaux.

Un leadership stratégique au service de Djibouti et de l'Afrique

La nomination de Mahmoud Ali Youssouf en tant que ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale en 2005 marque un tournant dans sa carrière. Pendant près de deux décennies, il a transformé ce poste en une plateforme pour promouvoir la stabilité régionale, la coopération



internationale et le développement durable.

Sous sa direction, le ministère a subi une restructuration majeure en 2012 pour améliorer son efficacité et sa capacité à relever les défis contemporains. Il a également fondé l'Institut des Études Diplomatiques, une institution qui forme des diplomates de haut niveau et renforce la diplomatie djiboutienne.

Son mandat est marqué par un engagement actif dans la médiation des conflits régionaux, notamment en Somalie et au Soudan. En 2008, il facilite une conférence de réconciliation inter-somalienne et, en 2020, il joue un rôle clé dans les négociations entre la Somalie et le Somaliland. En 2023, il préside un sommet de l'IGAD sur la crise au Soudan, favorisant un retour à un dialogue politique inclusif.

Mahmoud Ali Youssouf a également contribué à la signature d'accords multilatéraux majeurs, comme le Protocole établissant la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) en 2019, et les pactes mondiaux de l'ONU sur les migrations et les réfugiés.

Un engagement communautaire et humanitaire exemplaire

Parallèlement à ses responsabilités diplomatiques, Mahmoud Ali Youssouf s'investit activement dans le développement local. En 2017, il fonde le village de Sourat, un projet qui offre 65 logements, une école, une mosquée, et des infrastructures d'eau potable et d'énergie solaire à plus de 500 habitants.

Président d'honneur de plusieurs associations, notamment pour le développement intégré et le don de sang, il incarne un modèle de leader

engagé à répondre aux besoins de ses concitoyens.

Une vision pour l'Afrique

Candidat à la présidence de la Commission de l'UA, Mahmoud Ali Youssouf se présente avec une vision ambitieuse pour le continent. Il aspire à renforcer l'intégration régionale, à promouvoir des solutions durables aux défis climatiques, économiques et sécuritaires, et à positionner l'Afrique comme un acteur clé sur la scène mondiale.

Polyglotte maîtrisant le français, l'anglais, l'arabe, l'afar et le somali, Mahmoud Ali Youssouf combine expertise diplomatique, leadership stratégique et engagement humanitaire. À travers sa candidature, il espère offrir à l'Union africaine un leadership capable de relever les défis contemporains tout en saisissant les opportunités d'un avenir prospère pour l'Afrique. Avec une expérience aussi riche et diversifiée, Mahmoud Ali Youssouf s'impose comme une figure clé du paysage politique et diplomatique africain, porteur d'une vision unificatrice et ambitieuse pour le continent.

Sylvestre Tetchiada

**EN 2008, IL A FACILITÉ
UNE CONFÉRENCE
DE RÉCONCILIATION
SOMALIENNE, ET EN
2020, IL A JOUÉ UN
RÔLE CLÉ DANS LES
NÉGOCIATIONS ENTRE
LA SOMALIE ET LE
SOMALILAND.**

MAHMOUD ALI YOUSSEF, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DE DJIBOUTI, CANDIDAT À LA PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

« Je pense que je suis bien outillé et j'ai et les atouts nécessaires pour pouvoir être à la hauteur de mes responsabilités si...»

Excellence, vous êtes candidat à la présidence de la Commission de l'Union Africaine, comment comptez-vous faire pour renforcer l'influence de cette institution sur la scène mondiale ?

Je tiens à rappeler que l'Union africaine est confrontée aux défis liés à la paix et à la sécurité, les défis liés au développement et à l'intégration. L'Afrique est en train de se battre pour avoir la place qu'elle mérite sur la scène internationale. La place qu'elle mérite se trouve dans les fora où sont prises les décisions globales. Et nous avons déjà obtenu de siège au sein du G20, nous travaillons pour obtenir le siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, avoir des représentations équitables au niveau du conseil d'administration de la banque mondiale et du FMI. Il y a quand même une politique et une capacité à l'Afrique à se faire entendre. Maintenant à il y a cette élection à la tête de la Commission de l'UA, il y a renouvellement au niveau de la commission. il faut d'abord comprendre que la commission est un organe destinée à porter les ambitions de l'Afrique. Ce n'est pas seulement du secrétariat de la commission, c'est aussi des structures nombreuses et importantes auxquelles des Chefs d'Etat, des organes politiques, le conseil exécutif, l'assemblée des Chefs d'Etat a confié la responsabilité de la conduite de certaines affaires, mettre en œuvre les décisions prises, faire en sorte que la voie de l'Afrique soit entendue, permettre à l'Afrique d'avoir la place qu'elle mérite





sur la scène internationale et défendre les intérêts du continent. Permettre à l'Afrique d'avoir la place quelle mérite sur la scène internationale et défendre la place de l'Afrique, voilà l'enjeu de l'élection. Je crois, en tant que diplomate pétri de trois décennies d'expérience que je peux, aujourd'hui, prétendre être bien placé pour pouvoir conduire cette commission. Ma disponibilité, mon expérience et ces acquis me permettront de porter cette responsabilité comme il se doit parce que l'Afrique a besoin d'un leadership qui accumule autant d'expériences et d'atouts.

En quoi votre opinion pour l'UA diffère-t-elle des précédentes et quelles réformes clés envisagez-vous pour moderniser l'Institution ?

Il y a tout un travail qui a été fait pendant des décennies. L'OUA existe 1963 et ensuite, l'Union Africaine a été mise en place il y a 20 ans. Les structures existent. Les programmes

ont été mis en place, les politiques et les stratégies ont été adoptées par les chefs d'Etats, les priorités également ont aussi été mises en place. Qu'est-ce que nous, la nouvelle Commission, pourrions-nous apporter comme leadership, comme gouvernance afin d'améliorer les acquis, voire les réalisations de l'UA ? Il y a de nombreux défis en matière de paix et de sécurité, les changements anticonstitutionnels ont proliféré ces derniers temps, les crises internes, les tensions entre les pays n'ont pas encore trouvé de solution. Notre programme de faire taire les armes d'ici 2020-2030, cette stratégie de l'UA de faire taire les armes n'a pas encore abouti. On l'avait adoptée pour 2020, on a été obligé de la prolonger. Ensuite, depuis 2019, la ZLECAF également a été mise en place avec un certain nombre structures. Les priorités qui me viennent à l'esprit et sur lesquelles je vais bâtir ma vision, et le travail après mon élection si je suis élu, c'est de trouver les moyens de faire taire les armes. Et

comment ? Il y a des structures non opérationnelles comme la prévention et l'alerte rapide. C'est une structure de veille dans la CUA elle-même qui travaille 7/7 mais, on ne voit pas de résultats. Il faut revisiter les dysfonctionnements qui se trouvent dans cette structure. L'autre élément important c'est la Force en attente. On parle de force en attente sur le continent mais, on ne les voit pas intervenir sur les théâtres d'opérations. Il est aussi important que la structure de prévention et d'alerte rapide soit réellement fonctionnelle. Il est tout aussi important que l'Afrique puisse disposer de force en attente pour intervenir dans des situations de crises humanitaires, de conflits où il y a des déplacements, où les gens meurent... Regarder l'exemple du Soudan. Il y a des millions de gens qui sont déplacés. On attend toujours ! Il faut qu'on puisse réactiver ces deux structures là et ce problème se pose avec acuité. Il faut des financements aussi. L'Afrique dépend essentiellement des

partenaires pour ses programmes de développement. Nous avons fait passer la résolution 2719 au Conseil de sécurité de l'ONU et les membres africains ont fait un excellent travail pour que le financement des opérations de maintien de la paix de l'UA puisse être financées à hauteur de 75 % par les contributions statutaires des nations unies. Il reste à mobiliser 25% et même ces 25% sont devenus un véritable défi pour les Etats africains. Il y a un travail à faire au niveau de la mobilisation des ressources. Il y a une réforme qui avait introduite en 2017 et précisait que les pays doivent payer 02 % de taxes de contributions statutaires sur les produits d'importation éligibles. Si cette décision avait été mise en exécution l'UA n'aurait pas de problèmes de financement, seulement 17 pays mettent en œuvre cette formule. Un autre problème c'est que 40% du budget de l'UA est financé par 5 pays : Nigeria, Algérie, Maroc, Afrique du Sud et Egypte. Ce n'est pas normal, il faut partager ce financement de manière égalitaire et équilibré entre tous les Etats membres. Il faut trouver un moyen plus juste et équitable pour partager les responsabilités en matière des financements. Il y a une urgence pour qu'il y ait une meilleure répartition du fardeau financier du budget de l'UA. Je pense qu'on peut envisager des résultats et les performances plus intéressants pour le continent.

Quelle est votre stratégie pour mobiliser les ressources et investir dans les infrastructures critiques pour le développement du continent ?

L'UA dispose d'un programme-phare qu'est l'UA-NEPAD sur laquelle nous allons nous appuyer pour faire avancer les choses. Le continent souffre d'infrastructures parfois inexistantes et souvent de mauvaise qualité. Le commerce entre les Etats africains est de 18% et le commerce entre les Etats africains et le reste du monde est de plus de 80 % alors que nous voulons arriver à un marché unique d'ici 2063. Comment faire pour que ce commerce soit au niveau des

attentes des peuples et créer de la richesse, des emplois pour les jeunes qui se jettent à la mer à la recherche des lendemains meilleurs ? Il est très important de développer ces infrastructures entre les Etats, il y a parfois des barrières non tarifaires, les tensions, la contrebande, les trafics humains dans les zones frontalières, parfois des mouvements des milices armées qui contrôlent des frontières comme à l'Est du Congo... Vous voyez comment ces milices peuvent perturber le cours normal de la vie. Et les barrières non tarifaires doivent trouver de solutions très rapidement. Les infrastructures sont extrêmement utiles. Vous avez les programmes

NOUS DEVONS DÉVELOPPER UNE BANQUE CENTRALE AFRICAINE, UNE BANQUE D'INVESTISSEMENT AFRICAINE ET UN FONDS MONÉTAIRE AFRICAIN.

phases de l'UA. On voudrait avoir par exemple un projet de train rapide en Afrique. Cela demande beaucoup de financement. Ce projet de train rapide en Afrique, des tronçons existent entre Dakar et Bamako. Dans certains pays aussi, c'est déjà rendu opérationnel. Nous avons ce qu'on appelle l'Agence spatiale, nous voulons mettre sur pied une structure de cybersécurité pour l'Afrique, nous voulons créer un marché des commodities agricoles et miniers. A présent les prix du cacao, du café, les prix de ces produits agricoles et miniers sont fixés à Londres. Il est aujourd'hui important de créer des structures qui permettent au continent de bénéficier de la valeur ajoutée de ses produits. C'est un programme sur plusieurs décennies mais il faut travailler à leur mise en place... Il faut aussi mettre en place la banque centrale

africaine, la banque d'investissement africaine, le fonds monétaire africain. Elles permettront de booster le commerce africain. Comment arriver à une monnaie unique si on n'a pas de banque africaine ? Comment faire en sorte que les pays qui ont des difficultés financières ne puissent utiliser le dictat du FMI qui reste une institution politique, les alternatives de financement de l'intégration africaine doivent être africaines. Vous dépendez à 70% des partenaires ce n'est pas l'argent qui manque à l'Afrique ce qui lui manque, c'est de mettre en place des structures nécessaires et la confiance doit être instaurée. Si la confiance est instaurée entre les Etats africains, entre la Commission et les Etats membres, entre les CER et les Etats membres mais l'argent est là c'est une question de synergie nécessaire entre les Etats africains pour que les Organisations puissent faire confiance à la structure qu'ils ont mises en place, c'est vraiment l'énergie qui m'habite que je voudrais mettre en place quand je serais élu si je suis élu si Dieu le veut.

Comment prévoyez-vous de promouvoir la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption au sein des pays membres de l'Union africaine ?

L'Afrique a une charte adoptée qui s'appelle la charte de la démocratie et de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit. La Commission des droits de l'homme existe, la commission a la responsabilité de faire en sorte que ces règles adoptées par les chefs d'Etats soient mises en œuvre, la Commission africaine pour la corruption existe, la commission africaine des droits de l'homme elle est à Banjul, la Cour africaine de la justice est actée. Il est important que les Etats se départissent un peu d'une partie de leur souveraineté. Vous ne pouvez pas créer une Organisation continentale qui sert tous les intérêts des peuples si chaque pays vit dans son petit coin retranché avec toujours cette volonté de garder cette souveraineté sur tous les aspects de la vie quotidienne dans les pays donnés alors que l'UA a

besoin de pouvoir obtenir une partie de cette souveraineté. Exemple lorsqu'on vous dira que. Il est très important que la confiance soit restaurée que les structures créées adoptées par les chefs d'Etats et mises en place puissent travailler elles doivent se déplacer dans les capitales africaines, faire des investigations pour pouvoir aider les Etats à développer leurs propres structures de lutte contre la corruption. C'est une question de confiance qui doit s'instaurer, les structures, les textes sont là et si la Commission travaille comme il se doit, elle doit être en mesure de convaincre les Etats membres de laisser ces structures travailler et faire en sorte que la lutte contre la corruption soit vraiment une action tangible qui donne des résultats.

Quelles mesures envisagez-vous pour renforcer la résilience de l'Afrique face aux défis environnementaux et climatiques ?

En septembre 2023, l'Afrique a tenu un Sommet à Nairobi au Kenya pour pouvoir harmoniser les positions africaines dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Ils ont des impacts et des conséquences extrêmement néfastes sur le continent africain. Les catastrophes naturelles c'est en Afrique qu'elles ont lieu, les sécheresses et les inondations c'est l'Afrique qui en souffre. L'Afrique n'est pas le continent qui a pollué le monde et cette pollution qui a provoqué les changements climatiques. Il est très important que la position africaine soit unifiée. Elle a été, lorsque les Etats africains se sont déplacés à Bakou en Azerbaïdjan récemment pour participer à la Cop 29. Et l'année dernière à la COP 28. L'Afrique, à toutes ces conférences des Nations unies pour parler des changements climatiques, a parlé d'une seule voix mais elle n'a pas été et seulement l'Afrique n'a pas encore entendu. Nous avons des attentes pour le financement de nos plans de mitigation, de nos plans de résilience, de nos plans d'adaptation. Tout ceci



nécessite des financements et c'est aux pays pollueurs de pouvoir trouver des financements. On nous parle de la taxe carbone. Nous, Africains, pensons que les Européens mettent ces mesures en place à des fins protectionnistes. Aujourd'hui, les produits sont produits au Cameroun. Si ces produits ne peuvent pas être exportés sur le marché européen parce qu'on dit qu'on mettra 7 % supplémentaire pour la taxe carbone, c'est une façon d'empêcher les produits africains d'aller sur le marché européen. En 2015, lors du sommet sur le financement de la biodiversité à Paris, ils ont promis 100 milliards de dollars pour financer ces plans de mitigation, nos plans d'adaptation. Pas un dollar n'est arrivé sur le continent africain. Tous les ans, les promesses se répètent. L'année dernière à Abu-Dhabi ils ont parlé de Fonds pour pouvoir compenser les dommages et les pertes. Rien n'est arrivé à ce jour en termes de financements. Il faut d'abord que la

solidarité africaine se mobilise autour des changements climatiques et elle a été actée. Récemment, il y avait des fortes sécheresses en Zambie et au Mozambique qui ont été désastreuses. Cette solidarité a été actée à travers des programmes de résilience, à travers l'octroi des semences qui résistent à la sécheresse, à travers des programmes pour consolider la résilience des populations dans les zones affectées. Mais nous pensons que la responsabilité première de financement des programmes d'adaptations aux changements climatiques doit venir des pays industrialisés, des pays pollueurs qui ont créé cette situation et nous les attendons les financements tardent à venir.

Comment l'Union africaine pourrait-elle soutenir les initiatives de pays et de sécurité dans des zones conflictuelles ?

Les médiateurs africains doivent être responsabilisés et avoir les moyens

pour faire leur travail souvent ils n'ont pas suffisamment de levier pour se faire entendre. On a un effort à faire dans ce sens. L'illustration patente ? Ce sont les Communautés Economiques Régionales (CER) qui jouent un rôle très important. La commission de l'UA travaille permet aux CER de prendre la responsabilité première de régler un certain nombre de problèmes.

Par exemple lorsqu'il y a eu des changements anticonstitutionnels, la CUA est là pour les appuyer, la CUA travaille sur la base des principes de subsidiarité. L'action initiale appartient aux CER. J'ajoute à cela que parfois l'Afrique met les chefs d'Etats en avant pour régler un certain nombre de problèmes. C'est ce qu'on appelle des champions. C'est par exemple le président Lourenço en Angola champion pour la paix et la sécurité en Afrique, le président Kenyan, leader dans le climat, des champions de l'éducation. Je suis très optimiste que si on trouve les bonnes synergies, on peut arriver aux solutions que nous recherchons pour les questions de paix et de sécurité.

Comment envisagez-vous de renforcer la coopération avec les diasporas africaines et d'incorporer leurs contributions au développement du continent ?

Je vais vous parler de ce que nous débattons au Conseil de Sécurité de l'ONU. Il y a des questions des crises africaines qui sont traitées. Il y a 3 membres africains qu'on appelle les A3. Il y a aussi un quatrième membre considéré comme le membre de la diaspora africaine, c'est les pays des Caraïbes. Un des pays des caraïbes est représenté au conseil de sécurité de l'ONU comme un pays de la diaspora où des Africains qui vivent dans ces zones-là. C'est pour dire que le terme diaspora ce n'est pas seulement les Africains qui vont travailler hors du continent. Ce principe est assez large. Sur le plan des Africains qui vivent hors du continent, par exemple le président de la Commission de l'UA a une structure rattachée à lui qui s'en occupe. Et les représentants de la



diaspora sont systématiquement invités lors des forums annuels à l'UA et on produit des documents pour qu'ils soient utilisés lors des prises des décisions. Il y a une trentaine d'Organisations de la société civile africaine, c'est une plateforme appelée ECOSOC. Elle est une sorte de caisse de réson-

nance des sociétés civiles africaines. Je crois que les structures et les stratégies et les textes sont là pour qu'il y ait de résultats.

Votre dernier mot monsieur le ministre ?

Je suis sur la fin de ma carrière diplomatique et ça fait plus de 30 ans que je suis dans la diplomatie. Arrivé à l'âge de 60 ans, je crois que j'ai accumulé beaucoup d'expériences dans ce domaine et je crois qu'il est temps pour moi de mettre cette expérience au service de l'Afrique. C'est pour cela que je me suis porté candidat à la présidence de la CUA. Je pense que je suis bien outillé et j'ai et les atouts nécessaires pour pouvoir être à la hauteur de mes responsabilités si les chefs d'Etat africains décident de m'élire en février 2025.

Entretien Avec Samirat Ntiازه

EN SEPTEMBRE 2023, L'AFRIQUE A TENU UN SOMMET À NAIROBI AU KENYA POUR POUVOIR HARMONISER LES POSITIONS AFRICAINES DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.



RAILA ODINGA

Le chantre de l'autonomie financière de l'Union africaine

Le candidat kényan à la présidence de la Commission de l'Union africaine (UA) est une figure emblématique de la politique de son pays et panafricaine. Sa campagne est basée sur une double expertise, business et politique, mais aussi sur une vision, centrée sur l'autonomie économique et la solidarité régionale.

Quelques semaines avant l'élection à la présidence de la Commission de l'UA qui se tiendra lors de la 36ème session du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de cette entité panafricaine, Raila Odinga, l'une des figures les plus influentes de la politique kényane et panafricaine, a entrepris une tournée en Afrique du Nord pour rallier de nouveaux soutiens à sa candidature. Avec comme cheval de bataille sa double expérience, du business et de la politique, ainsi que son engagement inébranlable pour la démocratie, l'unité continentale et le développement durable.

Un parcours de leadership pour l'unité

Il n'aurait pu en être autrement pour ce fils de Jaramogi Oginga Odinga, héros de l'indépendance du Kenya et ardent défenseur du panafricanisme, qui y a baigné dès son enfance, à Kisumu. Après des études en Allemagne et aux États-Unis, Raila revient au Kenya



pour s'engager dans la politique. Son parcours est marqué par un combat constant pour la démocratisation du pays et pour l'unité nationale. En 2008, après une crise électorale majeure, il a joué un

rôle déterminant dans la formation d'un gouvernement de coalition, contribuant à stabiliser le Kenya à une époque de profondes tensions. Son engagement pour des réformes politiques, en particulier à tra-



vers la révision constitutionnelle de 2010, a permis de renforcer la décentralisation et d'améliorer la gouvernance démocratique du pays. Ces réformes ont permis au Kenya de mieux répondre aux défis contemporains en matière de justice sociale, d'inclusivité et de droits humains.

Indépendance financière de l'UA

Candidat à la présidence de la Commission de l'Union africaine, Raila Odinga propose une vision fondée sur l'unité, l'indépendance économique et la durabilité environnementale pour le continent.

Lors de ses récentes visites en Afrique du Nord, il a insisté sur la nécessité de renforcer la coopération intra-africaine et de maximiser les échanges commerciaux grâce à la mise en œuvre complète de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). À ses yeux, cet accord est un levier crucial pour accroître les relations commerciales entre les pays africains et réduire la dépendance du continent vis-à-vis des économies extérieures.

Dans un contexte mondial de plus en plus interconnecté, Raila Odinga est convaincu que l'Afrique doit prendre en main ses propres

ressources pour assurer son développement. « L'Afrique doit mobiliser ses propres ressources pour garantir l'indépendance financière de l'Union africaine », a-t-il affirmé, soulignant l'importance de libérer le continent de la dépendance financière extérieure.

Son programme inclut également une dimension environnementale forte. Engagé dans la lutte contre le changement climatique, Raila Odinga soutient des initiatives comme le projet Desert to Power, qui exploite le potentiel solaire du Sahara pour fournir de l'énergie à l'ensemble du continent. Cette approche vise à promouvoir une

croissance économique verte, capable de répondre aux défis environnementaux tout en soutenant l'industrialisation de l'Afrique.

Implication des jeunes et des femmes

Une autre priorité de Raila Odinga est l'inclusion des jeunes et des femmes dans l'économie africaine.

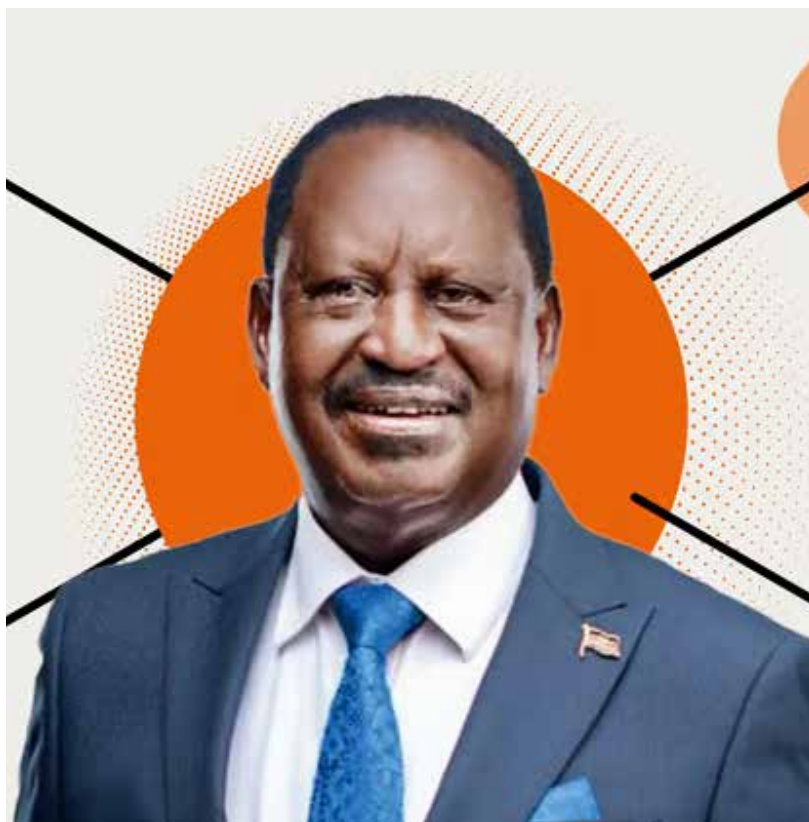
« L'inclusion économique des jeunes et des femmes est essentielle pour libérer le plein potentiel du continent », a-t-il déclaré. Il plaide pour des politiques favorisant l'accès à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'entrepreneuriat, en particulier pour ces groupes souvent marginalisés.

En parallèle, il milite pour la mise en place d'un environnement économique propice à l'innovation et à la création d'emplois, notamment à travers des initiatives visant à soutenir les jeunes entrepreneurs et les femmes dans le secteur technologique et numérique.

Un champion de la paix et de la stabilité

Raila Odinga est également reconnu pour son rôle dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afrique. Il a joué un rôle clé dans la médiation de conflits en Afrique de l'Est et au-delà, travaillant aux côtés de l'Union africaine pour mettre en place des solutions africaines aux crises régionales. Il a soutenu des initiatives de paix en Somalie, au Soudan du Sud et dans d'autres régions du continent, soulignant toujours l'importance de solutions africaines pour des conflits qui affectent directement le bien-être des populations.

L'un de ses projets phares, en tant que Haut Représentant de l'Union africaine pour les infrastructures, est le développement d'un réseau d'infrastructures reliant toute l'Afrique, notamment par le biais du projet d'autoroute transconti-



mentale du Caire au Cap, destiné à faciliter les échanges commerciaux et renforcer l'intégration régionale. Une coalition panafricaine en soutien

Raila Odinga bénéficie du soutien de plusieurs leaders africains

ENGAGÉ DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, RAILA ODINGA SOUTIEN DES INITIATIVES TELLES QUE LE PROJET «DESERT TO POWER», QUI EXPLOITE LE POTENTIEL SOLAIRE DU SAHARA POUR FOURNIR DE L'ÉNERGIE À L'ENSEMBLE DU CONTINENT.

influents, un atout majeur dans sa quête pour diriger la Commission de l'Union africaine. Parmi ces soutiens figure William Ruto, l'actuel président du Kenya. Paul Kagame, président du Rwanda et reconnu pour son leadership en développement et gouvernance, se joint à cette coalition.

La présidente de la Tanzanie, Samia Suluhu Hassan, partage également cette vision. Convaincue de l'importance de la coopération régionale pour le développement durable de l'Afrique de l'Est et du continent dans son ensemble. Au-delà de l'Afrique de l'Est, Raila bénéficie aussi de l'appui de Bassirou Diomaye Faye, laquelle renforce sa crédibilité auprès des pays de l'Afrique de l'Ouest. Le Sénégalais salue notamment la vision d'Odinga pour une Afrique unie et capable de se relever par ses propres forces.



VICE-PRESIDENCE DE LA CUA

LATIFA AKHARBACH

Une vision panafricaine pour l'Union Africaine

Latifa Akharbach, ancienne ambassadrice du Maroc et experte en diplomatie, représente une figure incontournable dans le paysage politique et diplomatique africain. Forte de plus de 20 ans d'expérience dans les sphères gouvernementales et internationales, elle incarne l'image d'une dirigeante visionnaire, résolument tournée vers l'avenir de l'Afrique. Son credo : « conduire le changement au sein de la CUA au service d'une Union Africaine plus performante et plus influente ». Actuellement candidate au poste de vice-présidente de la Commission de l'Union Africaine (UA), son parcours et ses engagements font d'elle une figure de proue de la diplomatie panafricaine.

Un parcours diplomatico-politique exemplaire

Latifa Akharbach a occupé plusieurs postes prestigieux dans sa carrière, notamment celui de Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, où elle a su porter avec efficacité les ambitions diplomatiques du Maroc sur la scène internationale. Son action a été marquée par un pragmatisme rare et une capacité à établir des ponts entre différentes nations et cultures. En tant qu'ambassadrice, elle a également su défendre avec succès les intérêts du Maroc tout en renforçant les liens avec ses partenaires africains

et internationaux. Son expertise en diplomatie multilatérale et en gestion de crises a été saluée par ses pairs.

Au-delà de ses fonctions diplomatiques, Akharbach a également dirigé des institutions nationales et continentales, où elle a démontré une capacité à transformer des idées en actions concrètes. Ce leadership transformationnel a été la clé de son succès dans la gestion de grandes réformes à l'échelle nationale et internationale. Son engagement en faveur de la bonne gouvernance et de la transparence a été un marqueur distinctif tout au long de son parcours.

Une vision d'avenir pour l'Union Africaine

L'ambition de Latifa Akharbach

est de contribuer activement à la réforme de la Commission de l'Union Africaine, afin de faire de cette institution un moteur plus performant et plus influent. Elle entend, par exemple, renforcer l'autonomie financière de l'UA, en mettant en place des mécanismes de financement innovants et en optimisant l'utilisation des ressources internes. La transparence et la rigueur dans la gestion financière seraient au cœur de son programme. Pour elle, une Union Africaine plus autonome financièrement serait mieux armée pour mener à bien ses missions et réaliser les ambitions du continent africain.

Akharbach aspire également à améliorer la capacité de décision et d'exécution de l'UA. Elle propose la mise en place d'un système de collecte et d'analyse des données stratégiques pour permettre une prise de décision rapide, éclairée et coordonnée. Elle compte sur la digitalisation des processus internes pour améliorer l'efficacité et la transparence des structures de l'Union.

La jeunesse et les femmes au cœur de son Projet

Latifa Akharbach ne se contente pas d'une vision institutionnelle ; elle place également l'inclusivité au centre de ses préoccupations. La jeune génération et les femmes africaines occupent une place prépondérante dans son programme. Dans sa vision, il est impératif de

**AKHARBACH
VISE À
FACILITER LA
PARTICIPATION
ACTIVE DES
JEUNES ET DES
FEMMES À
L'AGENDA 2063.**



renforcer les liens entre l'UA, les jeunes et les femmes du continent. Akharchach souhaite ainsi faciliter la participation active de ces groupes à l'agenda 2063, un programme ambitieux qui vise à transformer l'Afrique d'ici 2063. Son projet inclut une campagne de sensibilisation auprès des jeunes, de la diaspora et des femmes, afin de les encourager à s'impliquer davantage dans le processus de développement continental.

De plus, Latifa Akharchach entend renforcer l'intégration des jeunes et des femmes dans les processus décisionnels, en favorisant la création de synergies entre les dif-

férentes structures et réseaux de l'Union. Cette approche inclusive permettra de faire en sorte que les politiques publiques soient mieux adaptées aux besoins spécifiques de ces groupes, tout en assurant leur participation active à la mise en œuvre de ces politiques.

Un leadership panafricain et une défense passionnée des droits des Femmes

Latifa Akharchach est, avant tout, une fervente défenseuse des droits des femmes africaines. À travers son parcours, elle a non seulement plaidé pour une plus grande inclusion des femmes dans les ins-

tances décisionnelles, mais a également œuvré pour la promotion de l'image de l'Afrique sur la scène mondiale. Son engagement en faveur des droits des femmes est indissociable de son plaidoyer pour l'autonomisation de la femme, la promotion de l'égalité des genres et la lutte contre les discriminations.

Dans un continent où les femmes sont souvent reléguées à des rôles secondaires, Latifa Akharchach représente un modèle de réussite. Son parcours est un témoignage du potentiel inexploité des femmes africaines, capables de mener des transformations majeures à l'échelle nationale et continentale. Elle

incarne ainsi l'espoir d'une Afrique où les femmes jouent un rôle de leadership dans tous les secteurs, y compris dans la gouvernance.

Des compétences au service de la Réforme

Un autre élément clé du programme de Latifa Akharbach est sa volonté de mettre en place une gestion optimisée des ressources humaines au sein de l'UA. Elle propose de planifier précisément les besoins des différentes structures de l'Union pour leur permettre d'atteindre une performance optimale, basée sur le mérite et la compétence. Akharbach entend également rationaliser la division du travail entre les organes de l'UA pour éliminer les incohérences qui freinent l'action de l'organisation.

Son projet inclut également la création d'un mécanisme global de suivi et d'évaluation des performances des projets et programmes de l'Union, afin de garantir que les objectifs fixés soient atteints dans les délais et avec l'impact escompté. Elle met ainsi l'accent sur la rigueur dans l'exécution des politiques publiques et la mesure de leurs effets.

Un leadership en accord avec les Objectifs de l'UA

Le programme de Latifa Akharbach s'inscrit pleinement dans les objectifs de réforme de l'Union Africaine. Sa vision stratégique pour l'UA repose sur une approche intégrée, en renforçant la coordination entre les départements et structures de l'Union. Pour elle, une Union Africaine plus efficace et cohérente permettra à l'Afrique de se positionner comme un acteur majeur sur la scène internationale, capable de relever les défis économiques, politiques et sociaux du continent. Latifa Akharbach est une candidate de choix pour le poste de vice-prési-



dente de la Commission de l'Union Africaine. Sa longue expérience dans la diplomatie et la gestion des affaires internationales, son leader-

ship transformationnel, son engagement en faveur de la bonne gouvernance et de l'autonomisation des femmes et des jeunes en Afrique font d'elle une figure incontournable pour piloter les réformes de l'UA. Son élection représenterait un pas de plus vers une UA plus forte, plus unie et plus résolue à relever les défis du XXI^e siècle.

Dans ce contexte de transition et de réforme, Akharbach incarne la promesse d'un avenir où l'Afrique prend pleinement son destin en main. C'est un avenir où la voix des femmes et des jeunes résonne dans toutes les discussions importantes, à l'échelle du continent, et où les grandes ambitions de l'Afrique sont portées par une équipe de leaders visionnaires.

Sylvestre Tetchiada

**SON ENGAGEMENT
POUR LES DROITS
DES FEMMES EST
INDISSOCIABLE DE SON
PLAIDOYER EN FAVEUR
DE L'AUTONOMISATION
DES FEMMES, DE
LA PROMOTION DE
L'ÉGALITÉ DES SEXES ET
DE LA LUTTE CONTRE LA
DISCRIMINATION.**



ANGOLA / UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉQUITABLE ET INCLUSIVE

L'UNE DES PRIORITÉS DU PRÉSIDENT JOÃO LOURENÇO

Le Président de la République angolaise João Lourenço a souligné son engagement à valoriser la femme lors de la Conférence de l'Organisation des Premières Dames d'Afrique pour le Développement (OPDAD) tenue à Luanda le 9 août 2024. L'initiative, en adéquation avec l'Agenda de l'Union africaine, vise à concrétiser à long terme la Stratégie de l'Organisation africaine pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que l'Agenda 2030 des Nations-Unies.

Le 9 août 2024, le Président Angolais João Lourenço a annoncé que la construction d'un modèle idéal de sociétés inclusives et égalitaires nécessite un effort entre les institutions publiques, privées et société civile, où les femmes et les filles ont un rôle crucial à jouer. C'était à l'occasion de la Conférence de l'Organisation des Premières Dames d'Afrique pour le Développement (OPDAD) à Luanda. Le premier citoyen de la république angolaise a continué dans sa logique de promouvoir une société plus équitable et inclusive en déclarant qu'en offrant des possibilités égales d'apprentissage et de formation aux les filles et les femmes, qu'elles seront dotées d'outils qui peuvent les aider à exploiter pleinement leur potentiel et à contribuer ainsi pleinement à la construction d'une société inclusive et dynamique.

Le président João Lourenço en priorisant une société plus équitable et inclusive dans son programme de développement veut corriger une plaie restée longtemps un handicap au réel développement de l'Angola. Une enquête d'Afro baromètre dont les résultats ont été publiés en 2023 signale clairement le taux encore non négligeable des violences basées sur le

EN PRIVILÉGIANT UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉQUITABLE ET INCLUSIVE DANS SON PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT, JOÃO LOURENÇO VEUT CORRIGER UNE BLESSURE QUI EST RESTÉE LONGTEMPS UN HANDICAP.

genre. 23%, c'est le taux des violences basées sur le genre qui a été prioritairement considéré en Angola entre 2021 et 2023 comme plus important problème d'égalité, avec plus de 500 crimes sexuels enregistrés au cours du 1er trimestre de l'année 2022. Face à cette situation et pour espérer le développement de son pays, le président Lourenço exhorte la communauté toute entière à accorder une importance particulière aux problèmes qui

touchent la gente féminine, tout en cultivant des valeurs d'harmonie et de vivre ensemble.

«Nous devons toujours garder à l'esprit les enseignements de l'histoire récente de l'humanité, qui nous rapportent des faits qui démontrent que les relations entre les hommes fondées sur l'idée de supériorité, comme ce fut le cas avec l'esclavage dans le passé, le racisme et le fondamentalisme religieux aujourd'hui, ne contribuent en rien à l'harmonie sociale nécessaire pour conjuguer les efforts de chacun en faveur du progrès et du développement», a déclaré le Président João Lourenço lors de la Conférence de l'Organisation des Premières Dames d'Afrique pour le Développement (OPDAD) en Aout 2024 à Luanda.

Rappelons qu'au cours de cette conférence qui a été rehaussée par la présence du président de république d'Angola João Lourenço a été clôturée sous le slogan « Nous sommes tous égaux ». Un slogan qui marque le début de la campagne de parité qui vise à sensibiliser sur la construction d'une société plus équitable et inclusive. Par cette campagne, le président João Lourenço invite à mettre en œuvre une éducation qui promeut le respect, l'égalité et la diversité, en vue de lutter contre les stéréotypes de genre afin d'amorcer le développement rationnel en Angola.

Ferdinand GADE,
envoyé spécial en Angola.

Le Maroc, moteur pour une Afrique résiliente et intégrée

Le Maroc, acteur incontournable du développement africain, s'impose aujourd'hui comme l'un des principaux moteurs de l'intégration économique et politique du continent. Si l'Afrique aspire à un avenir résilient, prospère et interconnecté, le Royaume chérifien semble avoir trouvé une formule qui concilie diplomatie proactive, investissements stratégiques et coopération Sud-Sud. Cette ambition s'articule autour de plusieurs axes essentiels : la diplomatie africaine, l'industrialisation, la transition énergétique, et la formation professionnelle. Ces domaines, où le Maroc joue un rôle de premier plan, sont désormais perçus comme des leviers incontournables pour bâtir une Afrique unie et développée.

Une diplomatie proactive au service de l'unité africaine

La diplomatie marocaine s'est progressivement imposée comme un catalyseur de la coopération panafricaine. Le retour du Maroc au sein de l'Union Africaine (UA) en 2017, après plus de trois décennies d'absence, symbolise le désir du pays de contribuer activement à la construction d'une Afrique unie. En facilitant les dialogues entre les États, en soutenant les initiatives panafricaines, et en jouant un rôle de médiateur dans de nombreux conflits, le Maroc s'affirme comme un acteur central dans le processus d'intégration régionale. Saadeddine El Othmani, ancien Premier ministre marocain, soulignait, il y a quelques années cette vision en ces termes: «Le Maroc a toujours eu une vision claire pour



l'Afrique, fondée sur la solidarité, la coopération et l'intégration régionale. Nous croyons fermement que l'avenir de l'Afrique réside dans sa capacité à s'unir, à partager ses ressources et

à développer des solutions adaptées aux défis contemporains.» Le Maroc, par sa diplomatie et ses partenariats stratégiques, œuvre ainsi pour un continent plus cohésif et solidaire.

L'industrialisation : un enjeu vital pour le développement africain

L'industrialisation demeure un défi majeur pour l'Afrique, un continent encore largement dépendant des matières premières. Le Maroc, à travers une politique économique diversifiée, soutient activement l'industrialisation de l'Afrique. Grâce à ses grandes institutions bancaires telles qu'Attijariwafa Bank et Banque Centrale Populaire, il facilite l'accès au financement pour les entreprises africaines. Cette contribution va au-delà des frontières du Maroc : ses banques se sont implantées dans de nombreux pays africains, participant ainsi à l'inclusion financière.

Dans le secteur agricole, le Maroc joue également un rôle clé. Par l'intermédiaire de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP), il soutient l'agriculture de nombreux pays africains en fournissant des fertilisants et en partageant son expertise en irrigation et en techniques agricoles modernes. Nizar Baraka, ministre de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau, souligne : «L'industrialisation de l'Afrique est un impératif pour son développement. Le Maroc, avec ses initiatives dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'agriculture, montre la voie.»

En d'autres termes, l'industrialisation ne se résume pas à une simple transformation économique, mais devient un moteur de développement pour tous les secteurs de l'économie, depuis la finance jusqu'à l'agriculture.

Un modèle pour une Afrique verte

Le Maroc est aujourd'hui un pionnier de la transition énergétique en Afrique. Le pays a réussi à se positionner comme un leader en matière d'énergies renouvelables, notamment avec des projets emblématiques tels que la centrale solaire Noor, l'une des plus grandes fermes solaires au monde. Ce modèle marocain ne se limite cependant pas à ses frontières. Le Royaume partage son expertise et ses technologies avec ses voisins

africains : la Mauritanie, le Sénégal, le Mali et la Côte d'Ivoire ont ainsi bénéficié de projets solaires, avec l'accompagnement de l'expertise marocaine dans le développement et la gestion des infrastructures énergétiques.

La vision du Maroc en matière d'énergie durable s'inscrit dans une démarche panafricaine. Le pays soutient l'intégration énergétique du continent, favorisant les partenariats et les projets interconnectés. «La coopération Sud-Sud est essen-

La vision du Maroc en matière d'énergie durable s'inscrit dans une démarche panafricaine...

tielle pour renforcer l'intégration de notre continent et lui permettre de se développer de manière autonome», affirme le Ministre Directeur de l'AMCI. Grâce à ces projets transnationaux, le Maroc participe activement à l'édification d'une Afrique verte et durable.

L'AMCI : l'agence marocaine au service de la formation professionnelle en Afrique

Au-delà de la construction d'infrastructures et de la mise en place de partenariats économiques, le Maroc a également investi dans la formation des ressources humaines en Afrique. L'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI) est au cœur

de cette stratégie, mettant en place des programmes de formation destinés à développer les compétences professionnelles et techniques des Africains. Ces programmes, qui touchent des domaines aussi variés que l'administration publique, l'agriculture durable et l'ingénierie, permettent de former des générations de leaders africains capables de relever les défis du développement.

Mustapha Baitas, ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement et la société civile, met en lumière l'importance de cette démarche : «L'Afrique doit être le moteur de son propre développement. En tant que pays intégré à cette vision collective, le Maroc mise sur l'amélioration des infrastructures de transport, la formation professionnelle et les partenariats stratégiques pour renforcer la résilience des nations africaines.»

Cette approche du Maroc permet à l'Afrique de ne pas dépendre uniquement des aides extérieures, mais de se bâtir un avenir autonome et durable, fort de compétences locales. Le Maroc, à travers sa diplomatie proactive, ses investissements stratégiques et son leadership dans les secteurs de l'industrialisation, de l'énergie durable et de la formation, incarne un modèle pour l'Afrique du XXI^e siècle. Son engagement à renforcer l'intégration régionale et à favoriser la coopération Sud-Sud est un exemple à suivre pour d'autres nations africaines. Si ces initiatives marquent un tournant dans le développement du continent, elles ouvrent également la voie à une Afrique plus connectée, résiliente et prospère.

À l'horizon 2050, il est envisageable que l'Afrique, grâce à des stratégies d'intégration économique et des partenariats renforcés, devienne une région dynamique et unifiée. Le Maroc, par ses actions concrètes, montre que cette vision est à la portée du continent, à condition de conjuguer efforts collectifs et engagements durables.

Sylvestre Tetchiada

GUINÉE ÉQUATORIALE

Diversification économique, un modèle pour l'Afrique

La Guinée Équatoriale, pays situé sur la côte ouest de l'Afrique centrale, a connu un développement économique spectaculaire depuis la découverte de pétrole dans les années 1990. Cependant, comme beaucoup d'autres nations africaines fortement dépendantes des ressources naturelles, l'économie guinéenne reste vulnérable aux fluctuations des prix du pétrole. Afin de garantir une croissance durable, l'État a mis en place une série d'initiatives visant à diversifier son économie, en particulier à travers des investissements dans l'agriculture, les infrastructures, le tourisme et les énergies renouvelables. Ces efforts font de la Guinée Équatoriale un modèle intéressant pour d'autres pays africains cherchant à réduire leur dépendance aux hydrocarbures et à construire des économies résilientes et inclusives.

Le pays, riche en ressources pétrolières et gazières, est l'un des plus prospères de la région, mais aussi l'un des plus vulnérables en raison de sa forte dépendance à l'industrie pétrolière. Le pétrole représente environ 80 % du PIB du pays et plus de 90 % de ses exportations. Cette dépendance crée une instabilité, particulièrement face à la chute des prix du pétrole sur les marchés mondiaux. Après une période de prospérité au début des années 2000, marquée par des taux de croissance impressionnants, la Guinée Équatoriale a commencé à ressentir les effets de la baisse des prix du pétrole dans les années 2010. Face à ce constat, le gouvernement a compris la nécessité de diversifier son économie pour assurer un avenir stable et prospère à ses citoyens.

Investissements dans l'agriculture : un secteur stratégique pour



l'autosuffisance alimentaire

L'agriculture, longtemps négligée au profit de l'exploitation pétrolière, est aujourd'hui l'un des secteurs prioritaires du gouvernement équato-guinéen. Avec un climat favorable, des terres arables vastes et une population rurale encore importante, la Guinée Équatoriale dispose de nombreux atouts pour développer une agriculture moderne et compétitive. Cependant, les défis restent nombreux, notamment le manque d'infrastructures, de formation et de financement.

Pour y remédier, l'État a mis en place des politiques d'encouragement à l'agriculture, notamment la création de zones agricoles et de programmes d'incitation pour les investisseurs privés. Le gouvernement cherche à promouvoir la culture

des produits de base tels que le riz, le cacao, l'huile de palme et les produits maraîchers pour réduire la dépendance aux importations alimentaires. En parallèle, des projets agro-industriels ont été lancés pour transformer les produits agricoles localement et ainsi créer de la valeur ajoutée. Ces initiatives visent à augmenter la productivité, à améliorer la sécurité alimentaire et à créer des emplois dans les zones rurales.

Un exemple significatif est le projet du parc agro-industriel de Mongomo, qui ambitionne de favoriser l'agriculture de transformation en combinant production et transformation sur place. Ce projet représente un modèle de développement durable qui permet non seulement de diversifier l'économie, mais aussi de lutter contre la pauvreté en milieu rural.

Les infrastructures : fondement d'une croissance durable

Les infrastructures jouent un rôle clé dans la diversification économique de tout pays. La Guinée Équatoriale a bien compris ce défi et investit massivement dans le développement de ses infrastructures pour soutenir la diversification économique. Le gouvernement a lancé plusieurs projets d'envergure pour moderniser les réseaux de transport, d'énergie et de télécommunications.

Le développement du port de Malabo et la construction d'un nouveau port à Bata sont des initiatives phares qui visent à renforcer les capacités logistiques du pays et à ouvrir la voie à l'expansion du commerce régional et international. De même, des investissements sont faits pour moderniser le réseau routier et ferroviaire, facilitant ainsi le transport de marchandises et de personnes à travers le pays.

L'amélioration des infrastructures énergétiques, notamment par la construction de nouvelles centrales électriques, est également essentielle pour soutenir la diversification industrielle et attirer les investissements étrangers. Un secteur énergétique plus fiable permettrait à des entreprises dans des secteurs non liés au pétrole, comme la fabrication et l'agro-industrie, de prospérer.

Tourisme : Un secteur en plein essor

Le tourisme est un autre secteur clé dans la stratégie de diversification économique de la Guinée Équatoriale. Le pays, avec ses paysages variés allant des plages de sable fin aux montagnes luxuriantes, possède un potentiel touristique considérable. Cependant, le secteur n'a pas été pleinement exploité jusqu'à récemment en raison de l'absence d'infrastructures adéquates et de la faible visibilité internationale.

Le gouvernement guinéen a entrepris une série d'initiatives pour transformer le secteur touristique en moteur de croissance économique. Cela inclut des efforts pour améliorer les infrastructures touristiques, telles que des hôtels modernes, des stations balnéaires et des complexes touristiques dans les régions côtières. Des campagnes de marketing ont également été lancées pour attirer les touristes internationaux, notamment en Afrique,

en Europe et en Asie. De plus, la Guinée Équatoriale a entamé des réformes pour faciliter l'accès des visiteurs étrangers, notamment en simplifiant les procédures de visa.

Le développement du tourisme est également perçu comme un levier important pour la création d'emplois dans les secteurs liés, comme l'hôtellerie, la restauration, le transport et l'artisanat local. La préservation de l'environnement et des écosystèmes, dans le cadre du tourisme durable, est une autre priorité du gouvernement, ce qui pourrait faire de la Guinée Équatoriale un exemple de développement touristique respectueux de l'environnement.

Le gouvernement de la Guinée Equatoriale a compris que la diversification économique ne peut être accomplie seule...

Les énergies renouvelables : Une vision pour l'avenir

Alors que le pays continue de tirer profit de ses ressources pétrolières, la Guinée Équatoriale est également consciente de l'importance de la transition énergétique. Le pays investit dans le secteur des énergies renouvelables, particulièrement dans l'hydroélectricité, l'énergie solaire et l'éolien. La Guinée Équatoriale bénéficie de ressources naturelles considérables dans le domaine de l'hydroélectricité, avec plusieurs projets en cours pour développer des centrales hydroélectriques.

Le gouvernement a également mis en place un plan de transition énergétique visant à réduire la dépendance aux énergies fossiles et à encourager l'adoption des énergies renouvelables. Des incitations fiscales et des subventions sont offertes aux entreprises qui investissent

dans l'énergie solaire et éolienne, ce qui pourrait permettre au pays de diversifier ses sources d'énergie tout en contribuant à la protection de l'environnement.

Initiatives gouvernementales et privées : une coopération essentielle

Le gouvernement de la Guinée Équatoriale a compris que la diversification économique ne peut être accomplie seul. C'est pourquoi il a activement cherché à encourager les partenariats public-privé (PPP) pour financer les grands projets d'infrastructures et d'industries. Plusieurs entreprises privées, tant locales qu'internationales, sont impliquées dans le financement et la gestion des projets d'agriculture, de tourisme et d'énergie.

La Guinée Équatoriale a également signé plusieurs accords de coopération avec des pays étrangers et des institutions internationales pour obtenir des financements et des conseils techniques. Des investissements étrangers ont été attirés grâce à un environnement d'affaires plus favorable, notamment avec la création de zones économiques spéciales qui offrent des incitations fiscales et des avantages pour les investisseurs.

Un modèle pour l'Afrique

Les efforts de diversification de la Guinée Équatoriale, bien que récents, font d'elle un exemple potentiel pour d'autres pays africains qui, comme elle, sont dépendants des exportations de matières premières. À travers des politiques visionnaires, des investissements dans des secteurs clés et un engagement vers une économie plus verte et inclusive, la Guinée Équatoriale démontre qu'il est possible de passer d'une économie centrée sur le pétrole à un modèle plus diversifié.

Le pays reste confronté à des défis, notamment en termes de gouvernance, d'amélioration de l'environnement des affaires et de la lutte contre la pauvreté. Cependant, ses initiatives et sa stratégie de diversification offrent des leçons importantes pour les autres nations africaines. La Guinée Équatoriale incarne ainsi l'espoir d'un avenir économique plus résilient, plus inclusif et plus durable pour le continent africain.

Sylvestre Tetchiada

GUINÉE ÉQUATORIALE

Des infrastructures au service du développement

La Guinée Équatoriale a connu au cours des deux dernières décennies une transformation remarquable de ses infrastructures. Loin d'être un phénomène isolé, cette évolution fait partie d'une vision stratégique globale visant à doter le pays de structures modernes capables de soutenir sa diversification économique. Le gouvernement guinéen, grâce aux revenus pétroliers, a investi massivement dans les secteurs clés tels que les ports, les routes, les aéroports et même dans des projets urbains ambitieux, notamment la ville de Sipopo. Ces infrastructures ne sont pas seulement un moyen d'améliorer la qualité de vie des citoyens, mais également de renforcer le climat d'affaires et de promouvoir un développement inclusif et durable. En ce sens, la Guinée Équatoriale s'impose peu à peu comme un modèle de transformation urbaine et d'infrastructures en Afrique.

Projets d'infrastructures modernes : la priorité stratégique

Au cœur des politiques de diversification économique de la Guinée Équatoriale se trouve un important programme de développement des infrastructures. Ce projet ambitieux a pour objectif de préparer le pays à affronter les défis de l'après-pétrole, en diversifiant les activités économiques et en offrant des conditions propices au développement des secteurs non pétroliers.

L'une des initiatives majeures est la modernisation des infrastructures de transport. Le pays a construit de nouveaux ports, des routes modernes et des aéroports internationaux, afin de faciliter les échanges commerciaux et de rendre les zones économiques plus accessibles.



Ces infrastructures ont un double impact : elles améliorent la compétitivité du pays en tant que hub commercial tout en soutenant la croissance de secteurs économiques alternatifs tels que l'agriculture, le tourisme et l'industrie.

Les Ports : axes stratégiques du commerce régional et international

Les ports de la Guinée Équatoriale jouent un rôle clé dans la stratégie d'infrastructure

du pays. Le port de Malabo, capitale économique du pays, est l'un des projets majeurs dans le domaine. Ce port a été agrandi et modernisé pour accueillir des cargos de grande capacité, facilitant ainsi le commerce international. Il devient un centre névralgique du commerce entre la Guinée Équatoriale et le reste du monde, notamment l'Europe et l'Asie.

En outre, un nouveau port est en construction à Bata, deuxième plus grande ville du

pays. Ce port vise à renforcer les échanges avec les autres pays africains tout en contribuant à l'intégration régionale, particulièrement au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Ces investissements dans les infrastructures portuaires sont non seulement bénéfiques pour l'économie guinéenne, mais ils positionnent également le pays comme un point de transit stratégique pour les marchandises dans la région du Golfe de Guinée.

Routes et aéroports modernes : relier le pays et stimuler les investissements

En parallèle de ces projets portuaires, le pays a lancé une série de travaux d'infrastructures routières et aéroportuaires. Le réseau routier national a été considérablement amélioré pour faciliter les déplacements à l'intérieur du pays, notamment vers les zones rurales, et pour encourager le tourisme intérieur. Les routes modernes permettent une meilleure fluidité des transports de biens et de personnes, ce qui contribue directement à l'essor du secteur privé et à la réduction des coûts de transport.

Quant aux aéroports, la Guinée Équatoriale a fait un grand bond en avant avec la modernisation de l'aéroport international de Malabo et la construction d'un nouvel aéroport à Bata. Ces infrastructures permettent au pays de mieux se connecter au reste du monde, d'attirer des investissements étrangers et de faciliter les flux touristiques. L'aéroport international de Malabo, rénové et agrandi, est désormais capable d'accueillir un plus grand nombre de passagers et de répondre aux exigences internationales en matière de sécurité et de confort. Il joue un rôle essentiel dans l'essor du tourisme et des affaires.

Sipopo : un modèle de ville moderne et durable

Parmi les projets les plus emblématiques de la Guinée Équatoriale se trouve la ville de Sipopo, un projet urbain qui a été conçu pour incarner la modernité et le développement durable. Située à proximité de Malabo, cette ville nouvelle a été bâtie pour accueillir des infrastructures modernes et un environnement de vie agréable, avec des quartiers résidentiels, des hôtels de luxe, des bureaux, ainsi que

des installations récréatives et commerciales. Sipopo est aujourd'hui le symbole d'une Guinée Équatoriale en pleine transformation.

La ville a été pensée comme un pôle économique et touristique, permettant de diversifier les activités du pays et d'attirer des investissements. Le projet a été initié avec la volonté d'offrir une qualité de vie supérieure à la population et de créer un environnement propice aux affaires et aux investissements. Sipopo est donc plus qu'une simple expansion urbaine ; c'est un véritable laboratoire de la transition économique du pays.

Les routes réhabilitées facilitent les déplacements, réduisent les temps de trajet...

Impact concret sur la vie quotidienne

Les citoyens et les entrepreneurs de la Guinée Équatoriale témoignent souvent de l'impact positif des projets d'infrastructures sur leur vie quotidienne. Pour les citoyens, la modernisation des infrastructures de transport et de communication a permis une meilleure accessibilité aux services publics et aux zones urbaines. Les routes réhabilitées facilitent les déplacements, réduisent les temps de trajet et améliorent l'accès aux marchés pour les producteurs locaux, ce qui a un impact direct sur leur productivité et leur bien-être.

Pour les entrepreneurs, les nouvelles infrastructures ont créé un environnement plus favorable à l'investissement. La modernisation des ports et des aéroports permet une plus grande fluidité des échanges commerciaux, et les zones éco-

nomiques spéciales offrent des avantages fiscaux attractifs pour les investisseurs locaux et étrangers. Un entrepreneur dans le secteur du tourisme, par exemple, a souligné que la construction d'hôtels modernes et la facilitation des déplacements aériens ont attiré un nombre croissant de touristes, stimulant ainsi son activité et celle des autres entreprises locales. Les infrastructures permettent également aux entreprises de réduire les coûts logistiques, d'améliorer la compétitivité de leurs produits et d'accéder à de nouveaux marchés. Ces témoignages illustrent l'impact concret des projets d'infrastructures sur le développement économique du pays et sur la vie des citoyens.

Un modèle de transformation urbaine en Afrique

Les projets d'infrastructures en Guinée Équatoriale permettent de positionner le pays comme un modèle de transformation urbaine en Afrique. Loin d'être une simple accumulation de projets isolés, ces infrastructures visent à créer un écosystème cohérent où le développement économique, l'amélioration des conditions de vie et la durabilité sont les pierres angulaires du progrès.

La Guinée Équatoriale montre ainsi la voie à suivre pour d'autres pays africains confrontés à des défis similaires. En misant sur une approche intégrée, alliant modernisation des infrastructures et développement économique, le pays a réussi à créer des conditions favorables à une croissance durable. Si la Guinée Équatoriale réussit à maintenir cette dynamique et à s'appuyer sur ses récentes réussites, elle pourrait devenir un exemple en matière de transformation urbaine et d'infrastructures pour toute la région subsaharienne.

Les investissements massifs dans les infrastructures, couplés à une vision claire pour l'avenir, permettent à la Guinée Équatoriale de se positionner parmi les leaders de la transformation urbaine en Afrique. Cela démontre qu'avec des politiques cohérentes et un engagement fort du gouvernement, des pays à ressources limitées peuvent opérer une véritable métamorphose économique et sociale.

Sylvestre Tetchiada



LES FINTECH AFRICAINES ONT CAPTÉ 47% DU TOTAL MONDIAL LEVÉ EN 2024

La tendance des start-ups du secteur des technologies financières à attirer la plupart des capitaux dans l'écosystème africain s'est poursuivie en 2024

Avec 1,034 milliard USD levés en 2024, les start-up opérant dans la technologie financière continuent de dominer les levées de fonds en Afrique. Elles représentent ainsi 47% des capitaux captés par l'écosystème continental, contre 42% en 2023, selon les données d'*Africa: The Big Deal* publiées le lundi 13 janvier 2025. Ces performances placent la Fintech en tête, devant les secteurs de l'énergie (440 millions USD) et du transport/logistique (288 millions USD).

L'année 2024 a pourtant débuté difficilement pour les fintech. Au 1er trimestre, elles n'avaient attiré que 23% des fonds levés, soit 105 millions USD. Un chiffre qui a encore légèrement baissé à

22% (185 millions \$) au bilan du 1er semestre. Ce recul a coïncidé avec d'importantes levées dans le secteur du transport et de la logistique, avec 100 millions USD obtenus par le nigérian Moove et 50 millions levés par le béninois Spiro.

C'est au deuxième semestre que les fintech ont inversé la tendance, portées par des opérations majeures, dont 110 millions USD pour le nigérian Moniepoint, 157,5 millions USD pour l'égyptien MNT-Halan et 250 millions USD pour le sud-africain Tyme. Ces levées comptent parmi les plus importantes de l'année. Mais malgré cette résilience, la fintech africaine fait face à la baisse continue des capitaux levés depuis 2021.

Cette année-là, les start-up du

secteur avaient attiré 2,4 milliards USD, un chiffre tombé à 1,8 milliard USD en 2022, puis à 1,2 milliard USD en 2023. Cette tendance soulève des questions sur l'évolution du secteur. Si les fintech restent attractives grâce à leur rôle clé dans l'inclusion financière et l'innovation, elles doivent composer avec un environnement plus compétitif et des investisseurs plus sélectifs. Par ailleurs, la montée en puissance d'autres secteurs, comme l'énergie et le transport, pourrait redéfinir les priorités d'investissement en Afrique.

Ainsi, pour maintenir leur attractivité, les fintech africaines devront innover davantage, renforcer leur rentabilité et explorer de nouveaux marchés. Cette dynamique sera déterminante

pour l'avenir de l'écosystème start-up sur le continent.

Bangda Bernard : Chine-Afrique: en 2024, les échanges commerciaux en hausse de 4,8%

On note également une légère réduction du déficit commercial du continent avec la Chine. Elle ne traduit pas un changement dans la structure des produits africains exportés vers la Chine mais s'explique plutôt par la hausse des cours de certaines matières premières comme l'or, le cuivre et le café.

En 2024, la valeur des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique a atteint 295,56 milliards dollars américains (USD), un montant en hausse de 4,8% par rapport à 2023, selon des données publiées par l'administration générale de la douane chinoise.

Ce document révèle que « les exportations de l'empire du Milieu vers les pays africains ont augmenté de 3,5 % durant l'année écoulée pour s'établir à 178,76 milliards USD, alors que les importations chinoises en provenance du continent ont totalisé 116,79 milliards USD, enregistrant ainsi une hausse de 6,9% comparativement à 2023 ».

Ces chiffres révèlent par ailleurs que le déficit commercial de l'Afrique avec le géant asiatique a diminué à 61,93 milliards USD en 2024, contre 64 milliards en 2023. A l'analyse des données de la douane chinoise, les déséquilibres structurels caractérisant les relations commerciales bilatérales persistent. La réduction du déficit de la balance commerciale découle essentiellement de la hausse de la valeur des importations chinoises de certaines matières premières, alors que les pays africains réclament depuis

quelques années davantage d'importations de produits transformés. Lors de la 9ème édition du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), le président sud-africain Cyril Ramaphosa avait par exemple appelé Pékin à œuvrer à rééquilibrer ses relations commerciales avec le continent « en s'attaquant à la structure de ses importations ».

Dans le quotidien chinois anglophone South China Morning Post, Lauren Johnston, spécialiste de la Chine et de l'Afrique et

En 2024, la valeur des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique a atteint 295,56 milliards de dollars...

professeure associée au Centre d'études chinoises de l'Université de Sydney, estime que « la hausse des importations chinoises provenant des pays africains durant l'année écoulée s'explique principalement par la hausse des prix de certaines matières premières très demandées par le pays asiatique ».

« Les cours de l'or, du cuivre, du cacao et du café ont augmenté. L'année dernière, le café a atteint son prix le plus élevé depuis 1977, en raison de la combinaison d'une demande accrue et de mauvaises conditions climatiques au Brésil et au Vietnam », a-t-elle souligné.

Démantèlements tarifaires

La Chine a également augmenté ses approvisionnements en produits agricoles, tels que les avocats, les graines de soja, les ananas, les piments, les noix de cajou, les graines de sésame et les épices, en Afrique.

Les exportations chinoises vers l'Afrique sont essentiellement composées de produits finis (textile-habillement, machines, électronique, etc.), tandis que les importations africaines vers l'empire du Milieu sont dominées par les matières premières comme le pétrole brut, le cuivre, le cobalt et le minerai de fer ; d'où un excédent commercial chronique en faveur de la Chine.

Pour tenter de réduire ce déséquilibre commercial, Pékin a supprimé les droits de douane sur 98 % des produits importés de 21 pays africains, dont l'Éthiopie, la Guinée, le Mozambique, le Rwanda et le Togo. Elle applique également depuis le dimanche 1er décembre 2024 un traitement tarifaire nul sur 100% de ses importations en provenance des pays les moins avancés (PMA) avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques, dont 33 pays africains. Ces démantèlements tarifaires successifs font suite à l'annonce par le président chinois, Xi Jinping, lors de la 8e Conférence ministérielle du FOCAC tenue à Dakar en novembre 2021, de l'intention de Pékin d'augmenter ses importations de produits agricoles africains. Le dirigeant chinois avait alors indiqué que l'objectif est de porter le total des importations chinoises en provenance du continent africain à 100 milliards de dollars par an à partir de 2022, puis à 300 milliards de dollars par an à l'horizon 2035.

B.B

18E SESSION DES DG DES OFFICES NATIONAUX DE STATISTIQUE À BANJUL Des recommandations et rendez-vous au Cap-Vert pour les évaluations



L'un des moments marquants de cette rencontre aura été la publication du document dénommé "Statistiques des recettes publiques en Afrique 2024. Coproduite par l'OCDE, la Commission de l'Union Africaine par le truchement de STATAFRIC et le Forum sur l'Administration fiscale africaine (ATAF), "les statistiques des recettes publiques en Afrique" se veut une publication rigoureuse visant à fournir des données statistiques fiables et complètes. Sa première qualité est qu'elle présente des données vraiment détaillées, harmonisées et comparables à l'échelle internationale.

Ensuite, cette publication présente un ensemble d'indicateurs qui peuvent "servir à mesurer les pro-

grès accomplis par les pays pour mobiliser leurs ressources intérieures et élaborer leurs réformes des politiques fiscales", indiquent les concepteurs. Sur le moyen et long terme, cette publication entend aider les Etats africains à performer dans la mise en œuvre du Programme d'actions d'Addis-Abeba et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Si tous les pays africains sont appelés à s'y mettre, l'édition de l'année 2024 stipule que la recherche et la collecte a concerné une trentaine de pays africains. Dans le document, les statisticiens pourront prendre connaissance des données sur 36 pays que sont : l'Afrique du Sud, le Botswana, le Burkina Faso, le Cap-vert, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée Equatoriale, l'Égypte, Eswatini, le Gabon, le Ghana,

la Guinée, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Maroc, Maurice, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la RDC, le Congo, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Sierra Leone, la Somalie, le Tchad, le Togo, la Tunisie et la Zambie.

Plusieurs recommandations ont été faites à la fin de la rencontre avec l'espoir de voir les choses s'améliorer avant la prochaine rencontre des DG des statistiques des pays africains. Le Cap-Vert s'est proposé d'accueillir la prochaine réunion

Le vice-président de la Gambie a ouvert les travaux de la 18e Session du Comité des Directeurs généraux des offices nationaux

Son Excellence Muhammed Jallow, vice-président de la Gambie a rehaussé de sa présence l'ouver-

ture de la 18e session du Comité des Directeurs généraux des offices nationaux de statistique d'Afrique. Prenant la parole, il a indiqué qu'il était important pour l'Afrique de se doter des statistiques propres pour affronter les défis de développement. Selon le vice-président Jallow, le thème de cette session montre amplement la nécessité d'avoir des chiffres et données propres à l'Afrique. Il a recommandé de moderniser l'écosystème des statistiques en Afrique pour avoir des données fiables afin trouver des solutions pour une éducation efficiente.

Avant lui, plusieurs experts sur la question se sont succédés au pupitre. Directeur des Statistiques en Gambie, M. Nyakassi B. Sanyang a rappelé que le rôle des statisticiens est central aujourd'hui pour le développement des sociétés africaines. Il a donc demandé à ses pairs de maintenir des standards de travail élevés afin de préserver leur leadership dans le domaine. Pour lui, cette session consistera à mettre en place les moyens de produire des statistiques fiables pour une éducation résiliente en Afrique. A cet effet, il a salué les interactions avec les partenaires que sont les Nations Unies et la Banque Mondiale.

Après lui, le Directeur des statistiques en Centrafrique, Oliver Chinganya, a fait livrer son message par un représentant. Dans son discours, ce dernier a vanté les énormes progrès enregistrés dans la décennie passée. Cette réunion, dira-t-il, vise à améliorer ce qui se fait de bon et à trouver d'autres pistes de solutions. Il a mis en garde en disant que si l'Afrique ne se met pas au travail pour trouver ses statistiques, l'Intelligence artificielle risque de le faire à sa place. Il a préconisé un partage d'expériences pour ce faire.

Représentant la BAD, M. Samson Babatunse, a abondé dans le même sens. A l'en croire, l'Afrique ne peut pas se passer du fait d'avoir ses propres statistiques. Il a donc recommandé aux DG des statistiques de tout faire pour mettre en



place un système clair fournissant des données africaines sans faille. Dans cette quête, il a réitéré le soutien de la BAD à STATAFRIC. Pour finir, il a appelé à une mutualisation des efforts pour avoir "l'Afrique que nous voulons".

Mme Bozo Kebabonye, Directrice

**L'Afrique
ne peut se
passer du
fait d'avoir
ses propres
statistiques...**

par Intérim de STATAFRIC a clos la série d'interventions en mettant en exergue le travail de fourmi de STATAFRIC. Un travail harassant mais qui commence à porter ses fruits. En rapport avec le thème, elle a fait savoir que l'organisme qu'elle dirige déploie des trésors d'efforts pour réaliser le vœu des Africains, à savoir avoir des statistiques propres à l'Afrique. C'est le gage, pour l'éducation par exemple, d'une approche rationnelle, afin de bâtir des citoyens bien formés pour demain. Le rôle de la presse est primordial dans ce processus, fait-elle savoir.

La première journée a été meublée par plusieurs présentations dont un rapport lu et présenté par Dr Jose Awong Alene, Responsable adjoint de la coordination et de l'innovation des systèmes statistiques de STATAFRIC.

*Valery FOUNGBE,
Envoyé Spécial à Banjul*

DR JOSE AWONG ALENE, RESPONSABLE ADJOINT DE LA COORDINATION ET DE L'INNOVATION DES SYSTÈMES STATISTIQUES DE STATAFRIC

« Cette année, nous avons développé les termes de références qui vont aider ce groupe à atteindre les objectifs de la Sasha qui visent à harmoniser la production des statistiques en Afrique »

Dr. José, vous avez organisé la 18ème session de la réunion des DG des statistiques en Afrique. Quels sont vos avis ?

Je suis content que vous me posiez cette question. Chaque année, nous choisissons un thème lié à celui de l'Union africaine. En 2018, par exemple, nous avons choisi de débattre autour de la corruption et cette année, il était question de l'éducation parce que nous devons renforcer l'éducation dans notre continent, particulièrement dans nos écoles.

Comment le faire avec les statistiques ?

Dans les stratégies continentales que nous sommes en train d'implémenter, nous avons un groupe technique lié à l'éducation, les sciences et les technologies. Cette année, nous avons développé les termes de références qui vont aider ce groupe à atteindre les objectifs de la Sasha qui visent à harmoniser la production des statistiques en Afrique, particulièrement sur l'éducation. Donc, nous voulons que les Etats membres de l'Union africaine puissent produire des statistiques harmonisées dans le secteur de l'éducation.

Pour cela, cette année, nous avons présenté ces termes de référence afin qu'ils soient adoptés par le Comité des états généraux des statistiques en Afrique.

Après adoption, quels sont les bons et les mauvais élèves en termes de production des statistiques dans l'éducation en Afrique ?

Parmi les champions, sans être exhaustif, nous pouvons citer la Gambie, le Kenya, le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Cameroun et la Côte d'Ivoire. Beaucoup de pays du continent font des efforts mais il faut globalement améliorer la collecte des données, pas seulement dans l'éducation.



Quels sont les problèmes que rencontrent les pays qui produisent de bonnes données ?

La plupart demandent un appui technique et financier. Globalement, les pays manquent de financements pour mener à bien leur politique de statistiques dans le secteur de l'éducation. Les gouvernements ne décaissent pas toujours pour la production de ces données, voire celles d'autres secteurs.

Cela dit, sur le plan technique, nous sommes toujours prêts à accompagner ces pays dans la production des données dans le secteur de l'éducation. Seulement, nous ne pouvons jamais le faire d'initiative car ce sont les pays qui devraient en exprimer le besoin comme avec le Malawi, le Gabon pour le recensement de la population en 2024.

Dans le document du Sacha, il a été décidé que les Etats doivent dégager 0,15% de leurs revenus pour les statistiques. Quel est le niveau de mise en œuvre de cette décision ?

Difficile d'établir une liste à ce propos. C'est une décision de nos chefs d'Etat et de gouvernement pour encourager les Etats à allouer un petit budget pour la cause. Au bilan, nous avons reconnu qu'une vingtaine de pays africains respectent cette décision. D'autres pays ont déjà développé un plan y relatif. Globalement, l'on s'achemine pour une mise en œuvre effectivement de cette recommandation sur le continent.

Après cette session de Stat'Afrique, qu'est-ce qu'il y a à améliorer en Afrique et que prévoyez-vous pour la réunion de Sao et Tomé ?

En tant qu'organisation panafricaine, nous devons améliorer la coordination tant à notre niveau qu'à celui des pays. Nous sommes conscients de ce que de bonnes coordinations nationales impactent la coordination continentale.

Pour Sao et Tomé, à l'analyse du rapport du comité local d'organisation, nous devons améliorer certains aspects suite à la demande de nos directeurs généraux présents ici à Banjul. Nous visons l'atteinte de nos objectifs à fin 2025.

Interview réalisée par Valéry FOUNGBE

RIPAMA TOUBOU, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE DU BURKINA FASO

« Doter les différents INS de fonds de développement de la statistique, gage d'une certaine indépendance dans la production des statistiques »

Quel regard portez-vous sur les thèmes développés ?

Gestion des bases de données, agriculture, éducation, etc. ont été évoquées à Banjul. Nous avons capitalisé le partage d'expériences nationales. Elles ne sont les mêmes partout tout comme dans les sous-régions de notre continent. nous avons échangé notamment sur les bonnes pratiques afin d'évoluer ensemble avec le même objectif d'améliorer la production des statistiques en Afrique. Avec StatAfrique au-dessus, nous avons été informés des dernières évolutions de bonnes pratiques en matière de statistiques.

Comment, dans votre pays, les statistiques que vous produisez aident à améliorer la qualité des services de base (éducation, santé et agriculture) ?

De prime abord, nous pouvons dire qu'il y a eu des progrès ces dernières années. Récemment, à l'occasion de la journée africaine de la statistique, dans le cadre du projet Fasao, avec l'appui financier de la Banque mondiale, nous avons pu offrir 1.184 ordinateurs au ministère en charge de l'éducation pour améliorer la qualité de la production des statistiques afin de prendre de bonnes décisions dans le secteur.

Ces outils vont aller jusqu'au niveau le plus fin possible de la décentralisation du pays à savoir les circonscriptions d'éducation de base (CEB). A ce niveau, les données collectées devraient désormais remonter sans problème vers le niveau central. Ceci va éviter de longues files de transmission de données car les données collectées au niveau des CEB sont directement introduites dans le serveur du niveau central. Avec ce système, nous avons franchi un cap dans la production et l'utilisation des données de l'éducation.



Et au niveau de la santé ?

C'est mieux qu'en éducation. En santé, nous pratiquons la saisie décentralisée. Dans les centres de santé et de promotion sociale (CSPS), tous les rapports mensuels d'activité qui, jadis, étaient saisis et transmis aux districts de santé. Depuis quelques années, toutes les données sont saisies dans un smartphone. Ces données vont directement enregistrées dans ANDOS et transmises. Au niveau du district de santé, l'on ne vérifie que la qualité et la cohérence pour les implémenter directement dans ANDOS qui est la base de données nationales en matière de santé.

Qu'en est-il du secteur de l'agriculture notamment en termes de cartographie et de lutte contre l'insécurité des producteurs ?

C'est vrai que nous avons une situation sécurité difficile qui s'améliore avec le temps. Ce qui est fait avec les statistiques agricoles est la réplique de ce qui se fait dans l'éducation et la santé. Tout part des

villages vers le niveau central en passant par les communes avec l'accompagnement du personnel affecté pour la cause.

Au terme de cette réunion, que préconisez-vous pour l'amélioration de la fiabilité des statistiques des données en Afrique ?

Nous voulons demander aux organisations sous-régionales et régionales de maximiser sur la sensibilisation des instituts nationaux de la statistique (INS). Le plaidoyer doit être également porté auprès des autorités nationales parce que nous remarquons que plusieurs pays n'ont pas encore ratifié la charte de l'Union africaine dans le domaine de la statistique. Même pour ceux qui l'ont ratifiée, il est question de doter les différents INS de fonds de développement de la statistique, gage d'une certaine indépendance dans la production des statistiques.

Interview réalisée par Valéry FOUNGBE

PAUL HENRY NGUEMA MEYE, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'AFRISTAT

« Nous avons donc l'ambition de faire que les statistiques soient produites assez tôt »

Pouvez-vous nous décrire de façon synoptique l'institution que vous représentez ?

Afristat est une organisation intergouvernementale, basée au Mali, qui compte 22 Etats membres au Sud Sahara. Nous avons le mandat d'apporter un appui technique en termes de renforcement des capacités statistiques à nos Etats membres, notamment des cadres qui travaillent dans le système statistique dans les instituts nationaux de la statistique (INS).

Nous avons été invités à la réunion du Comité des directeurs généraux de la statistique des INS des Etats de l'Union africaine en qualité d'acteur majeur de la statistique en Afrique.

L'intérêt de ce type de manifestation est multiple. D'abord, elle nous donne l'occasion de coordonner nos actions. Puisque nous sommes plusieurs à intervenir dans les mêmes pays, il est de bon aloi que nous sachions ce que les uns et les autres envisagent de réaliser et que nous puissions, dans la mesure du possible, arrêter déjà en amont les risques de double emploi. Les ressources financières et matérielles étant limitées, il est toujours mieux de rationaliser leur utilisation.

Ensuite, nous avons mis à profit notre présence ici pour prendre des contacts, nouer des partenariats techniques et financiers avec les autres organisations. Et il y a même des organisations qui n'interviennent pas directement sur le domaine de la statistique mais qui disposent de ressources et qui peuvent être des facilitateurs pour amener les pays à progresser.

Le dernier intérêt c'est l'occasion qu'offre ce genre de réunion de travailler avec les organisations internationales sur les questions de politique en matière de production statistique. Nous travaillons avec l'Union africaine, la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique pour voir comment elles peuvent servir de facilitateurs pour la prise de décision à un haut niveau afin d'alléger le travail des cadres nationaux.



Chez Afristat, comment mettez-vous en œuvre le thème de cette réunion ?

Pour ce thème, ce qui nous intéresse c'est notre regard en tant que statisticiens. En tant que tels, notre rôle est de donner à nos décideurs l'information la plus pertinente pour leur permettre de prendre les meilleures décisions.

La problématique que cela pose, en ce qui nous concerne, c'est que nous avons beaucoup de difficultés à produire les statistiques de l'éducation.

D'abord en temps parce que, lorsque nous sommes en 2024, vous avez des pays dont les statistiques les plus récentes datent de 2020, 2018, 2021. Nous avons donc l'ambition de

faire que les statistiques soient produites assez tôt. Le second défi réside dans la qualité. En effet, beaucoup de nos Etats membres produisent encore des statistiques partielles. C'est toujours mieux de les avoir dans leur intégralité parce que, dans beaucoup de nos Etats membres, nous sommes rentrés dans un processus de décentralisation.

Les décisions doivent donc désormais se prendre au niveau des populations. Or, si nous raisonnons avec des statistiques partielles, nous ne prenons pas en compte les préoccupations de certains concitoyens.

Réalisée par Valéry FOUNGBE

ANDRÉ MARIE KAZADI, COORDONNATEUR EN CHARGE DES QUESTIONS TECHNIQUES POUR LE DEUXIÈME RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT DE LA RDC

« Si l'Afrique veut avoir des statistiques de qualité, avec une production régulière, nos gouvernements devraient mettre beaucoup de moyens comme le recommande la Charte africaine en la matière »

« Bâtir des statistiques fortes pour une éducation en Afrique » est le thème de ces travaux. Quel en est l'intérêt pour votre pays ?

Il est grand pour notre pays, le deuxième plus grand pays d'Afrique. Je voudrais noter d'abord que je participe à ces travaux au nom de Madame la directrice générale de l'INS.

La disponibilité des statistiques pour l'éducation, l'un des facteurs de développement, est nécessaire. A travers notre participation, nous sommes venus partager notre expérience et profiter de celles des autres pays de manière à pouvoir développer ce secteur en mettant à la disposition des décideurs l'essentiel des informations qu'il leur faut pour faciliter la prise des décisions.

Comment les statistiques permettent une éducation plus forte en RDC ?

Déjà en mettant à disposition l'information car, comme je l'ai dit plus haut, les statistiques facilitent la prise de décision. Le rôle de la statistique est d'aller chercher l'information où elle se trouve pour la ramener auprès des décideurs. Ce n'est que de cette manière que l'INS de mon pays contribue à l'amélioration de la qualité de l'éducation en RDC.

Lors d'une de vos présentations, vous avez affirmé que depuis 1984, la RDC n'a plus réalisé de recensement général de la population et de l'habitat. A quoi cela était dû et comment le pays compte y remédier ?

Par rapport à cette situation, les défis restent grands. L'un des premiers est de réunir les ressources nécessaires, notamment financières, à la réalisation de cette activité. L'insécurité dans certaines parties du pays est également l'un des challenges à relever. D'autres existent mais ces deux-



là sont les principaux défis.

Pour y faire face, le gouvernement a engagé depuis quelques années le processus de mise à disposition des données démographiques à travers la reprise du recensement général de la population et de l'habitat.

Cet engagement a été encore confirmé au cours de l'année 2024 à travers les Conseils des ministres durant lesquels le président de la République s'est clairement prononcé sur la nécessité et l'urgence de réaliser ce recensement. Il a annoncé que les dispositions étaient en train d'être prises pour que, déjà, les premiers défis concernant la disponibilité des moyens et l'insécurité dans la partie Est du pays soient levés à travers différentes rencontres, dont celles de Luanda.

Selon vous, ce recensement est prévu pour combien de temps ?

A ce stade, il nous faut plus ou moins trois ans répartis en une année consacrée à la cartographie, une autre à la phase de dénombrement et la dernière à au traitement, à l'analyse et à la diffusion des résultats.

A l'observation, et au vu des thèmes des réunions consacrées, l'Afrique a un problème d'harmonisation, donc de fiabilité, de ses statistiques. Quelle est la solution pour que le continent ait ses propres données ?

Pour ma part, les réunions au cours desquelles on évoque l'harmonisation des statistiques en Afrique sont une bonne chose. Cela permet une meilleure comparabilité des données au niveau de l'Afrique et des sous-régions. Ces réunions permettent de s'accorder sur ce qui doit être fait.

Cependant, un effort doit être plus fourni du côté de nos gouvernements parce que les statistiques, comme vous le savez, c'est de l'information. Et l'information, c'est des moyens. Si l'Afrique veut avoir des statistiques de qualité, avec une production régulière, nos gouvernements devraient mettre beaucoup de moyens comme le recommande la Charte africaine en la matière qui veut que 0,15% des budgets nationaux soit affecté au soutien de la production des statistiques. L'application de cette décision des chefs d'Etat et de gouvernement devrait impulser la régularité de la production des données statistiques, résultat d'une certaine indépendance financière vis-à-vis de nos partenaires qui nous appuient et dont nous saluons l'accompagnement.

*Entretien réalisé par
Valery FOUNGBE*

DR. STEVE BERTRAND BOKO IBARA, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS) DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

« J'ai découvert qu'il y a une panoplie de partenaires qui financent l'activité statistique en Afrique »

Que retenir-vous de cette 18e session de la CODGs ?

C'était une première pour moi en tant que DG de l'INS de mon pays. C'était une session riche. J'ai découvert qu'il y a une panoplie de partenaires qui financent l'activité statistique en Afrique. Ce qui m'amène à appeler d'autres pays à nous rejoindre parce que le système statistique en Afrique n'est pas seul. Il y a l'accompagnement de l'Union africaine.

Ce qui m'a particulièrement marqué à cette session, c'est le nombre important de partenaires qui viennent et nous informent de la disponibilité de leurs financements et de l'assistance technique qu'ils peuvent fournir la plupart du temps, gratuitement.

Dans cette logique, nous avons suivi une très belle présentation de la Banque mondiale sur son programme de développement de la statistique pour les cinq prochaines années. Ce programme est assorti de financements très consistants permettant de rénover véritablement les systèmes nationaux de statistique.

Une autre chose qui m'a ému c'était de savoir que la Banque mondiale disposait désormais d'un indicateur permettant de mesurer la performance des systèmes statistiques nationaux mais un outil qui sert à améliorer la compétitivité de ces systèmes. Cet instrument permet également d'évaluer les évolutions des pays en indiquant les mesures à appliquer pour améliorer les performances de chacun. Bref, la Banque mondiale a mis en place un outil d'accompagnement des pays africains en matière de production des statistiques.



Comment est-ce que les statistiques aident à booster le système éducatif de votre pays ?

Cela est bien en rapport avec le thème de cette session du Comité des DG des INS de l'Union africaine. Il faut dire que les statistiques sont la clé du développement non seulement du secteur de l'éducation mais aussi du développement global de nos États. Cela parce qu'elles nous permettent de nous situer sur le niveau de développement qui est le nôtre en apportant des chiffres

précis.

Pour ce qui est de mon pays, les statistiques que nous produisons à travers les recensements généraux sont un dénominateur commun pour l'établissement des indicateurs de l'ensemble de l'éducation. Le chiffre de la population globale est utilisé comme clé de voûte des statistiques tenues par le secteur éducatif avec l'accompagnement de l'INS.

Propos recueillis par Valéry FOUNGBE

L'Afrique a besoin de 400 milliards USD pour développer ses réseaux électriques d'ici 2050

Ces besoins sont exprimés alors que l'accès à l'électricité reste l'un des principaux défis en Afrique où seulement 43% de la population bénéficie d'un accès fiable à l'électricité. Une situation qui freine le développement économique et limite l'adoption des technologies numériques essentielles à la transformation du continent.

L'Afrique aura besoin de 400 milliards USD d'ici 2050 pour moderniser et étendre ses infrastructures de transmission et de distribution d'électricité. Cette information est révélée par le nouveau rapport « Foresight Africa 2025-2030 » de Brookings Institution. Le document souligne par ailleurs que « sans cet investissement massif, de nombreux pays africains risquent de ne pas atteindre l'accès universel à l'énergie à cette échéance ».

En 2024, selon la Banque mondiale, 345 milliards USD seraient nécessaires d'ici 2040, pour couvrir les besoins en transport et en distribution d'électricité en Afrique subsaharienne.

Ce besoin contraste fortement avec les investissements énergétiques réalisés au cours des dix dernières années, qui n'ont totalisé que 41 milliards USD sur l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique. Cela met en lumière l'ampleur des défis liés au financement spécifique des infrastructures de transmission.

Si au cours des dernières années, plusieurs États africains ont fourni davantage d'efforts dans l'augmentation des capacités de production d'électricité, les infrastructures de distribution et de transmission n'ont pas suivi le même rythme. De plus l'Afrique subsaharienne, en particulier, souffre d'un réseau électrique limité et vieillissant, incapable de répondre aux besoins croissants de sa population.

A titre d'illustration, en Afrique de l'Ouest, le développement de l'électrification est freiné par des réseaux de transport et de distribution d'électricité défaillants. Au Nigeria par exemple, la capacité élec-



trique installée est de 13000 MW, dépassant celles de tous les autres pays de la sous-région combinés. Pourtant, la capacité électrique effective disponible sur le réseau n'est que de 5500 MW.

Pour remédier à cette crise énergétique, d'importants investissements dans l'amélioration et la modernisation des réseaux de distribution sont essentiels. Des initiatives comme le programme Mission 300, porté par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, visent à fournir un accès à l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique subsaharienne. Ce projet met l'accent sur l'amélioration des infrastructures de transmission et pourrait couvrir près de la moitié des besoins actuels en électricité du continent. Cependant, ces efforts, bien qu'encourageants, demeurent insuffisants pour répondre à l'ampleur des besoins.

En parallèle, des institutions comme Afreximbank soutiennent divers projets d'infrastructures énergétiques à travers l'Afrique. Ces initiatives, combinées à des investissements locaux et internationaux, jouent un rôle crucial dans l'électrification du continent, mais elles nécessitent un soutien accru pour véritablement transformer le paysage énergétique.

Il est impératif de mobiliser des financements innovants et d'adopter des politiques inclusives pour garantir un accès optimal à l'électricité aux populations africaines d'ici 2050. Les gouvernements doivent également accélérer les réformes structurelles, notamment dans la gestion des réseaux électriques, afin de moderniser et d'optimiser la transmission et la distribution de l'énergie.

Bernard Bangda

DE L'AGOA À LA ZLECAF

Un carrefour sur la route du commerce africain



Ah, l'Afrique. Une terre d'opportunités sans fin, de potentiel illimité – et, malheureusement, d'ingérences perpétuelles des puissances étrangères avec de grandes promesses. Prenez l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), par exemple. Lorsqu'il a été mis en place en 2000, Washington l'a présenté comme un billet d'or pour la renaissance économique de l'Afrique. Plus de vingt ans plus tard, on se demande : a-t-il vraiment tenu ses promesses ? Ou était-ce simplement un autre chapitre dans la longue histoire de l'Afrique, utilisée

comme pion dans le jeu d'un autre ?

AGOA : Un cadeau avec des conditions attachées

L'AGOA se voulait un programme transformateur, offrant un accès en franchise de droits aux marchés américains pour les pays africains. Et oui, il a apporté certains bénéfices. Les usines textiles du Kenya ont vibré au rythme de nouvelles commandes, les ouvriers du secteur de l'habillement du Lesotho avaient des emplois stables, et quelques autres nations ont également tiré profit. Mais ne nous mentons pas : la majeure partie des

bénéfices provenait du pétrole et des matières premières - des produits que l'Afrique exporte déjà en grande quantité. Et voici le hic : AGOA n'a pas industrialisé l'Afrique ni diversifié ses économies. Il a laissé le continent toujours dépendant des matières premières, dansant au rythme des marchés mondiaux et de la politique de Washington. L'Éthiopie le sait trop bien. Lorsque son éligibilité à l'AGOA a été révoquée en 2022, son industrie textile en plein essor s'est arrêtée net. Des milliers de travailleurs ? Sans emploi. Des entreprises ? En ruines. Voilà ce qui se passe quand votre bouée de

sauvetage économique dépend des caprices de quelqu'un à des milliers de kilomètres.

Maintenant, avec Donald Trump de retour à la Maison Blanche, les vulnérabilités de l'AGOA sont mises en lumière. Trump n'est pas vraiment un fan du multilatéralisme, et selon son plan «America First», l'Afrique pourrait se retrouver reléguée encore plus loin dans la liste des priorités des États-Unis. Les objectifs de développement limités de l'AGOA pourraient être remplacés par un transactionnalisme pur et simple : «Qu'est-ce que nous y gagnons ?»

Si l'Afrique veut briser ce cycle, elle doit arrêter d'attendre que Washington lui apporte des solutions et commencer à construire les siennes. C'est là que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) entre en jeu.

ZLECAF : La seconde chance de l'Afrique

Contrairement à l'AGOA, la ZLECAF ne vise pas à satisfaire les puissances lointaines. Elle concerne les Africains menant des activités commerciales entre eux. L'idée est simple : réduire les tarifs, construire des chaînes de valeur régionales, et enfin libérer le potentiel industriel du continent. Mais, comme toujours, le diable est dans les détails.

Les infrastructures faibles, les chaînes d'approvisionnement fragmentées et la menace constante des barrières non tarifaires sont des obstacles majeurs. Et n'oublions pas la leçon que l'AGOA nous a enseignée : l'inclusivité est essentielle. Les pays francophones et lusophones n'ont pas beaucoup profité de l'AGOA, en raison des barrières linguistiques et du manque de soutien technique. Si la ZLECAF

ne corrige pas cela, elle risque de répéter les mêmes erreurs, laissant certaines régions à la traîne. Voici un autre défi : l'AGOA et la ZLECAF pourraient ne pas s'entendre. L'AGOA offre un accès en franchise de droits aux marchés américains, tandis que la ZLECAF plaide pour des règles d'origine afin de renforcer les industries régionales. Que se passe-t-il lorsqu'un pays se rend compte qu'il peut gagner plus d'argent en expédiant des

LES INFRASTRUCTURES FAIBLES, LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT FRAGMENTÉES ET LA MENACE CONSTANTE DES BARRIÈRES NON TARIFAIRES SONT DES OBSTACLES MAJEURS.

matières premières vers l'Amérique qu'en investissant dans les chaînes d'approvisionnement africaines ? C'est une tension que l'Afrique ne peut pas se permettre d'ignorer.

Trump 2.0 : Qu'est-ce qui attend l'Afrique ?

Trump est de retour, et vous savez ce que cela signifie : l'imprévisibilité. Son premier mandat a montré une préférence claire pour les accords bilatéraux plutôt que multilatéraux. Le partenariat stratégique avec le Kenya a donné un aperçu de ce qui nous attend : travailler avec les nations qui s'alignent sur les intérêts des États-Unis tout en mettant de

côté les autres. Les pays qui ne suivent pas la ligne pourraient se retrouver complètement exclus de l'AGOA. Et puis, il y a l'obsession de Trump pour contrer la Chine.

Le chemin à suivre

Alors, que faire pour l'Afrique ? D'abord, arrêter d'attendre qu'un chevalier blanc vienne à la rescousse. La ZLECAF est la meilleure chance de l'Afrique pour construire une forteresse économique de l'intérieur. Renforcer le commerce régional. Construire des usines qui ajoutent de la valeur aux ressources de l'Afrique au lieu de les exporter brut. Investir dans les infrastructures et l'éducation. En bref, prendre le contrôle.

Ensuite, jouer le jeu intelligemment. L'Afrique devrait pousser pour le renouvellement de l'AGOA, mais sous des conditions qui s'alignent avec les objectifs de la ZLECAF. Assouplir les règles d'origine, par exemple, pourrait aider à construire des chaînes d'approvisionnement régionales. Et enfin, diversifier les partenariats. Que ce soit avec la Chine, l'Inde ou le Brésil, l'Afrique doit répartir ses risques pour éviter de devenir trop dépendante d'un seul acteur.

L'Afrique a déjà été ici – à la croisée des chemins entre l'espoir et l'exploitation. Cette fois-ci, elle doit choisir son propre chemin, un chemin qui privilégie les intérêts africains avant tout. La ZLECAF a le potentiel de transformer l'Afrique en une puissance économique mondiale, mais seulement si le continent saisit l'opportunité. Fini d'attendre. Fini les aumônes. Le moment d'agir, c'est maintenant.

Kebour Ghenna



FORCE MOTRICE DU DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

La crise de l'éducation en Afrique - Un défi déterminant pour l'avenir du continent

L'Afrique se trouve à un carrefour décisif. Abritant la population la plus jeune et la plus dynamique du monde, et disposant d'un potentiel énorme, le continent le plus riche de la planète est sur le point de devenir un acteur clé sur la scène mondiale dans les décennies à venir. Cependant, cette promesse est assombrie par une crise urgente qui menace de freiner les progrès :

le sous-développement chronique des systèmes éducatifs du continent. Pendant trop longtemps, l'éducation a été reléguée au second plan dans les discussions politiques, traitée comme une question à résoudre de manière isolée, plutôt que comme la base sur laquelle reposent tous les autres piliers du développement. Les chiffres dressent un tableau inquiétant. Malgré

diverses réformes éducatives et initiatives de soutien international, des millions d'enfants et de jeunes adultes africains restent hors de l'école, tandis que ceux qui y vont reçoivent souvent une éducation qui ne correspond pas aux réalités du monde du XXI^e siècle. Les conséquences sont graves : une main-d'œuvre mal préparée, une croissance économique étouffée et un fossé numérique qui menace de laisser l'Afrique derrière dans l'économie mondiale de la connaissance. Les institutions d'enseignement supérieur peinent également à s'adapter aux exigences modernes. Les universités et les centres de formation professionnelle à travers le continent souffrent de programmes obsolètes, d'infrastructures limitées et d'un écart entre l'enseignement académique et l'employabilité.

Si l'Afrique veut se relever et réaliser son plein potentiel, l'éducation doit être au cœur de son agenda de développement. Ce ne doit pas être une réflexion après coup ou une simple case à cocher dans les rapports politiques ; elle doit être la fondation sur laquelle l'Afrique construira son avenir. Le moment est venu pour une action audacieuse, pour un engagement coordonné à l'échelle continentale en faveur de la transformation de l'éducation. C'est pourquoi la Fondation Tamkine appelle à la création d'une Décennie de l'Éducation en Afrique (2026-2036) – une initiative visant à garantir que l'éducation ne soit pas seulement une priorité politique, mais une mission panafricaine pour promouvoir un développement durable.

Pourquoi une Décennie de l'Éducation en Afrique (2026-2036) ?

La Décennie de l'Éducation en Afrique découle d'une réalisation simple mais puissante : les



réformes fragmentées et les investissements sporadiques dans l'éducation ne seront jamais suffisants pour relever les immenses défis auxquels le continent fait face.

**SI L'AFRIQUE
VEUT SE LEVER
ET RÉALISER
PLEINEMENT
SON POTENTIEL,
L'ÉDUCATION DOIT
ÊTRE AU CŒUR DE
SON AGENDA DE
DÉVELOPPEMENT.**

L'Afrique ne peut pas se permettre d'aborder l'éducation de manière fragmentée, où les efforts sont de courte durée, non coordonnés et financés de manière incohérente. Le continent a besoin d'un engagement structuré sur dix ans qui fasse de l'éducation une priorité stratégique, avec des objectifs concrets, des étapes à franchir et des politiques mesurables et améliorables au fil du temps.

Cette initiative ne se limite pas à l'extension de l'accès à l'éducation ; elle vise à garantir que l'éducation transforme les vies et les économies. Nous devons réimaginer nos systèmes éducatifs pour produire des diplômés qui ne sont pas seulement titulaires de diplômes, mais des innovateurs, des entrepreneurs et des leaders. L'accent



doit passer de l'apprentissage par cœur à la pensée critique, de la consommation passive du savoir à la résolution active de problèmes, et des modèles éducatifs traditionnels aux environnements d'apprentissage dynamiques et axés sur la technologie.

Pour réussir cette transformation, la Décennie de l'Éducation en Afrique doit aborder plusieurs priorités fondamentales. Premièrement, il faut standardiser et améliorer la qualité de l'éducation à travers le continent, en s'assurant que tous les élèves africains reçoivent une éducation qui répond aux normes mondiales. Deuxièmement, il faut combler le fossé numérique en intégrant la technologie et l'intelligence artificielle dans les environnements d'apprentissage, afin de rendre l'éducation de qualité plus accessible aux étudiants des communautés rurales et défavorisées. Troisièmement, il faut renforcer la gouvernance éducative en favori-

sant la transparence, la responsabilité et une prise de décision fondée sur les données. Quatrièmement, il faut encourager des partenariats entre les gouvernements, les entreprises et les institutions académiques pour financer des modèles éducatifs innovants qui s'alignent sur les besoins de la main-d'œuvre africaine. Enfin, il faut veiller à ce que l'éducation reste inclusive et équitable, offrant des opportunités pour tous, quel que soit le sexe, le milieu socioéconomique ou la situation géographique.

Le succès des ambitions économiques et politiques de l'Afrique dépend de cet engagement décennal. Sans cela, le continent risque de prendre encore plus de retard dans l'économie mondiale du savoir. La question n'est plus de savoir si l'Afrique doit investir dans l'éducation, mais si nous pouvons nous permettre de ne pas le faire.

Le rôle de la Fondation Tamkine : Une décennie d'expérience sur

le terrain et l'Équation Tamkine pour l'Amélioration Qualitative de l'Éducation

Depuis près de dix ans, la Fondation Tamkine est profondément engagée dans l'amélioration qualitative de l'éducation au Maroc, en Afrique et dans le monde entier, travaillant directement avec les étudiants, les éducateurs, les institutions et les décideurs pour résoudre les défis fondamentaux auxquels le secteur est confronté. Notre travail ne se limite pas à des discussions théoriques ou des recommandations de politiques de haut niveau ; il repose plutôt sur des solutions concrètes, des impacts mesurables et un engagement en faveur de l'innovation.

Au cœur de notre approche se trouve l'Équation Tamkine pour l'Amélioration Qualitative de l'Éducation, un cadre global qui garantit que chaque intervention que nous mettons en œuvre est conçue pour créer un changement

systemique et durable. Cette équation repose sur un modèle holistique qui intègre un apprentissage centré sur l'étudiant, l'autonomisation des enseignants, les avancées technologiques et les réformes de gouvernance, en collaborant avec toutes les parties prenantes de la sphère éducative pour créer un système éducatif efficient, adaptable et prêt pour l'avenir.

Nos initiatives incluent des solutions d'apprentissage numérique de pointe, garantissant que l'éducation de qualité atteigne même les régions les plus reculées du continent. À travers nos programmes de formation intensifs pour enseignants et éducateurs, nous avons doté les enseignants africains de compétences pédagogiques modernes mettant l'accent sur la pensée critique, l'engagement des élèves et les techniques pédagogiques innovantes. Conscients que l'éducation doit être directement liée à l'employabilité, nous avons favorisé des partenariats public-privé qui alignent l'apprentissage académique sur les exigences du marché du travail, préparant ainsi les étudiants à l'économie numérique et aux opportunités entrepreneuriales.

Nos actions se sont également étendues à la défense de politiques, où nous avons collaboré avec des gouvernements, des think-tanks et des organisations internationales pour influencer les politiques éducatives et pousser en faveur de réformes structurelles qui placent l'éducation de qualité au centre des priorités.

Un appel à l'action : L'éducation, une responsabilité collective

Dans notre mission de faire de la Décennie de l'Éducation Africaine une priorité continentale, la Fondation Tamkine a entrepris des engagements diplomatiques

et institutionnels de haut niveau pour rallier les leaders autour de cette cause.

L'un des moments les plus marquants de ce parcours a été notre voyage en janvier 2025 au Gabon, où nous avons eu l'honneur de rencontrer Son Excellence Brice Oligui Nguema, le Président de la République. Lors de notre discussion, nous lui avons formellement soumis une lettre l'encourageant à prendre les rênes de cet appel et à devenir un défenseur de la Décennie de l'Éducation Africaine. Son rôle en tant que figure clé de la gouvernance africaine offre une occasion unique de propulser cette initiative au niveau

LE SUCCÈS DES AMBITIONS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DE L'AFRIQUE DÉPEND DE CET ENGAGEMENT SUR UNE DÉCENNIE.

continental et de mobiliser le soutien nécessaire auprès des autres chefs d'État africains.

Ensuite, nous avons échangé avec le CAFRAD (Centre Africain de Formation et de Recherche en Administration pour le Développement), où nous avons rencontré le Directeur Général, Dr. Coffi Dieudonné Assouvi, pour discuter de l'importance de faire de la transformation de l'édu-

cation le cœur des stratégies de développement de l'Afrique. Nous avons soumis une lettre appelant à l'appui du CAFRAD, soulignant la nécessité de réformes politiques, d'initiatives de renforcement des capacités et d'une approche structurée de la gouvernance éducative au sein des institutions africaines. La Décennie de l'Éducation Africaine n'est pas qu'une vision, c'est une responsabilité. C'est un appel à l'unité des gouvernements, des entreprises, des éducateurs et des organisations de développement autour d'une mission commune. Nous exhortons les gouvernements africains à s'engager dans des investissements décennaux en éducation, en veillant à ce que les politiques soient conçues pour un impact à long terme, et non pour les cycles politiques à court terme. Nous invitons les leaders d'entreprises à investir dans l'éducation en tant que moteur clé de la croissance économique et du développement de la main-d'œuvre. Nous appelons les organisations internationales à apporter un soutien technique et financier pour garantir des réformes éducatives durables et à fort impact. Nous demandons également à l'Organisation des Nations Unies et à son Secrétaire Général de soutenir cet appel et de rejoindre cette dynamique.

L'Afrique dispose de toutes les ressources nécessaires pour devenir un leader dans l'économie mondiale de la connaissance, mais cela ne sera possible que si nous faisons de l'éducation notre priorité collective. Le moment est venu, et c'est ensemble que nous devons prendre la décision de réussir.

#Tamkine_together_we_will_succeed

Par Dr Abdelilah Kadili, Président de la Fondation Tamkine

DR COFFI DIEUDONNÉ ASSOUVI, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU CENTRE AFRICAIN DE FORMATION ET DE RECHERCHE EN ADMINISTRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT (CAFRAD)

«Un nouvel État et une nouvelle administration publique nécessitent des dirigeants bien formés»

Dr. Coffi Dieudonné ASSOUVI est également un spécialiste des changements de politiques publiques, des transitions territoriales, des transformations des entreprises durables, de la gouvernance économique-climatique, de la nouvelle économie structurelle et de la sécurité mondiale. De plus, il est un diplomate béninois, ministre plénipotentiaire des Affaires étrangères de rang exceptionnel, mais aujourd'hui un Africain et un africaniste.

Que pouvons-nous entendre de la part de Cafrad que vous dirigez depuis juillet 2024 ?

J'ai été élu directeur général du Centre africain de formation et de recherche administrative pour le développement (CAFRAD) lors de la 59^e session ordinaire du Conseil d'administration, qui s'est tenue le 9 juillet 2024 à Rabat, au Maroc. Parmi 19 candidats provenant de 13 pays membres, ma sélection est le fruit d'un processus rigoureux, comprenant plusieurs évaluations et deux grands oraux, qui ont conduit à un large soutien des États membres. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à ces derniers pour leur confiance renouvelée et leur soutien massif à ma candidature. Je souhaite également saisir cette occasion pour remercier Sa Majesté le Roi du Maroc, ainsi que le gouvernement marocain et le peuple, pour l'accueil bienveillant et chaleureux qu'ils ont réservé dans le royaume. Le Cafrad a été fondé en 1964, à l'époque où l'Afrique vivait le processus d'indépendance. L'objectif était de soutenir la construction d'États viables, l'intégration du continent, le développement socio-économique et l'africanisation des administrations publiques. À cette époque, l'Organisation



de l'Unité africaine (OUA), aujourd'hui Union africaine, a été créée, et la Banque africaine de développement (BAD) est née en 1963. Le Cafrad, créé en 1964 à l'initiative de plusieurs pays africains, soutenus par l'UNESCO, visait à renforcer les capacités administratives pour le développement des pays africains. Aujourd'hui, le CAFRAD continue de jouer un rôle crucial dans le soutien aux États africains pour la modernisation

de l'administration publique et de la gouvernance, ainsi que dans le soutien au développement socio-économique du continent à travers des actions de formation et de recherche.

Quelle est la mission du Cafrad ?

Le CAFRAD a été créé à l'initiative du Roi du Maroc pour transformer les services publics en moteurs de développement durable et inclusif en Afrique.

Cette organisation intergouvernementale panafricaine vise à renforcer les capacités humaines et à promouvoir l'innovation dans la gouvernance et les services publics. Ses principales missions incluent le soutien aux stratégies de développement des gouvernements pour améliorer la performance des services publics, la promotion d'une gouvernance moderne et équitable, et la recherche sur les défis du développement africain. Le CAFRAD est également un acteur clé dans l'amélioration des systèmes d'administration publique à travers la formation et la recherche interdisciplinaires. Il soutient l'intégration régionale et la coopération interafricaine en offrant des services d'assistance technique, de formation continue et de conseil. Les domaines d'intervention du CAFRAD incluent la bonne gouvernance économique, la gestion budgétaire, la transparence, la lutte contre la corruption et le développement des compétences administratives, contribuant ainsi à la mise en œuvre des politiques publiques pour le développement socio-économique et culturel de l'Afrique.

Quel est l'état actuel de ce grand centre ou son évaluation actuelle ?

Le CAFRAD a joué un rôle central dans la formation et le renforcement des capacités des dirigeants africains, soutenant ainsi le développement et la modernisation des administrations publiques à travers l'Afrique. En 60 ans d'existence, il a contribué à établir une culture de gouvernance responsable et efficace, au service d'un développement durable et inclusif. Cependant, malgré ses succès, le CAFRAD fait face à des défis, notamment en matière de financement durable et de renforcement de ses capacités institutionnelles et humaines. Dans un contexte mondial en rapide évolution, le CAFRAD doit actualiser ses priorités stratégiques afin de promouvoir une gouvernance économique efficace, de renforcer la culture de l'évaluation des politiques publiques et d'encourager la responsabilité. Le centre a organisé plusieurs grands événements, tels que la Conférence panafricaine des ministres de la fonction publique, mais il doit surmonter des défis de visibilité, ce qui

a conduit à la démobilisation de certains partenaires. Par conséquent, le CAFRAD doit redéfinir ses priorités pour s'adapter aux nouvelles exigences de l'administration publique mondiale.

En quoi le CAFRAD serait-il encore utile pour les pays contributeurs ?

Le CAFRAD a été créé par les États contributeurs pour répondre à leurs besoins. En droit international, lorsque deux ou plusieurs pays conviennent de créer une organisation, c'est parce qu'ils partagent un intérêt commun, un projet collectif à générer ensemble — ce que les internationalistes appellent le projet d'intérêt international, l'action collective internationale, et un bien public émergent dans un monde où les problèmes sont interdépendants et complexes. Pour revenir à votre question, oui, le CAFRAD a été et reste utile

**«LE CAFRAD EST
AU CŒUR DE LA
TRANSFORMATION DE
L'AFRIQUE, STIMULANT
LA MODERNISATION
DE L'ADMINISTRATION
PUBLIQUE ET LE
DÉVELOPPEMENT
DURABLE À TRAVERS LE
CONTINENT.»**

en garantissant une formation continue pour les hauts fonctionnaires gouvernementaux. Pour préparer l'Afrique aux défis de l'action publique de demain, le CAFRAD reste hautement pertinent pour ses États membres. Dans un environnement postmoderne, VICA (volatile, incertain, complexe, ambigu), où tous les gouvernements (et même l'État lui-même étant réinventé) se sont engagés dans des réformes structurelles à grande échelle, la formation initiale obtenue à la fin des études par les fonctionnaires ne suffit plus à couvrir l'évolution technologique sur plusieurs décennies. En effet, nous vivons aujourd'hui dans

un monde globalisé de changements perpétuels, et les transformations apportées par la mondialisation, l'économie de la connaissance, l'économie de l'information, le néo-régionalisme, la Nouvelle gestion publique (gestion publique axée sur la performance), le développement technologique, les révolutions industrielles de quatrième (industrie 4.0) et cinquième (industrie 5.0), et l'intelligence artificielle générative façonnent un nouveau type d'individu qui doit acquérir de nouvelles compétences adaptées à son environnement professionnel marqué par la mondialisation, la numérisation et la dérégulation économique. Par conséquent, se former sur les enjeux de l'action publique de demain semble une nécessité existentielle et professionnelle pour suivre les transformations du service public et les dynamiques des capacités.

Pensez-vous qu'il existe des moyens d'améliorer l'image de ce centre ?

Bien que le CAFRAD ait maintenu des missions pertinentes depuis sa création dans les années 1960, il fait aujourd'hui face à des défis complexes et interconnectés, tels que la transformation numérique, l'innovation et le changement écologique. Le continent africain fait face à des défis comme la réforme de l'administration publique, l'accélération du développement durable, l'adoption des technologies de l'information, et l'établissement d'une gouvernance démocratique efficace. Ces défis nécessitent une vision stratégique qui valorise les atouts de l'Afrique : ses ressources naturelles et humaines, son potentiel d'industrialisation, et l'intégration régionale. Il est crucial de promouvoir une croissance économique durable, de renforcer la coopération entre les États africains et de réduire les inégalités sociales. Dans ce contexte, le CAFRAD joue un rôle clé dans la transformation de l'Afrique. L'organisation doit devenir un centre régional d'excellence pour la production et la diffusion des connaissances en administration publique, gouvernance et développement. Pour réussir, le CAFRAD doit subir une réforme globale pour améliorer sa structure juridique, institutionnelle et financière. Cette

réforme vise à faire du CAFRAD un acteur central dans la modernisation des administrations publiques africaines et dans la facilitation de la transition numérique. L'objectif est de bâtir une administration publique moderne, responsable, intelligente et résiliente, favorisant le développement durable, l'intégration régionale et l'émergence de l'Afrique. La révision de ses textes fondateurs et la réforme de ses programmes de formation et de recherche seront des étapes essentielles pour répondre aux besoins des États membres.

Quel est le mécanisme opérationnel du CAFRAD ?

Le CAFRAD est structuré autour de plusieurs organes clés essentiels à son fonctionnement. Le Conseil d'Administration, composé de ministres responsables de la formation et de la recherche en administration publique des 36 états membres, a pour autorité de définir le programme, d'établir le budget et de nouer des partenariats avec d'autres organisations. Il inclut également des observateurs issus des états non membres et des agences de coopération. Le Comité Exécutif, composé du président du Conseil et de représentants des cinq sous-régions africaines, fournit des orientations sur les documents à soumettre au Conseil. La Direction Générale, sous la responsabilité d'un Directeur Général élu pour un mandat de quatre ans, veille à la mise en œuvre des décisions du Conseil, gère les activités, mobilise des fonds et supervise les ressources humaines, financières et technologiques. Enfin, le Conseil Scientifique, composé de trois à cinq experts externes, examine et approuve les programmes scientifiques du CAFRAD. Ces organes travaillent de concert pour garantir que CAFRAD remplit efficacement sa mission de promotion de la formation et de la recherche en administration publique, tout en répondant aux défis du développement en Afrique.

Que pouvez-vous dire de votre budget et de la formation continue ?

Le budget du CAFRAD est principalement financé par les contributions annuelles de ses 36 états membres, avec un soutien supplémentaire provenant



des ressources générées par ses activités. En ce qui concerne la formation continue, le CAFRAD propose deux types de programmes : des formations courtes, certifiantes ou qualifiantes, et une formation à long terme, qui sera lancée l'année prochaine. Ces formations deviendront payantes afin de renforcer les ressources du Centre. La formation est ouverte à un large éventail de groupes cibles, notamment les parlementaires, ministres, hauts fonctionnaires, gouverneurs, juges, diplomates, militaires, gestionnaires, acteurs de la société civile, femmes leaders, universitaires, chercheurs, ainsi que les journalistes, syndicalistes et jeunes engagés. L'objectif de ces programmes est

de renforcer les compétences des principaux acteurs du développement public et privé en Afrique.

Quels sont vos modes d'intervention ?

Les interventions du CAFRAD comprennent plusieurs actions stratégiques visant à favoriser la transformation et l'optimisation des administrations publiques africaines. Parmi celles-ci, nous trouvons l'organisation de séminaires, d'ateliers, de conférences, de forums, de symposiums, de cours et de webinaires, qui offrent des espaces de discussion et de formation continue. De plus, des recherches, des études, des diagnostics et des enquêtes sont réalisés pour fournir des analyses pertinentes des enjeux contemporains. Le CAFRAD mène également des recherches comparatives et propose des services de conseil et de soutien personnalisé aux décideurs politiques, pour les aider dans la transformation structurelle et systémique de l'État. Les connaissances et les bonnes pratiques sont diffusées à travers des publications, tandis que des séances de mentorat, de coaching et de tutorat sont offertes pour un développement personnalisé. Enfin, le CAFRAD utilise Internet pour partager de l'information via son site Web, sa base de données et son travail en réseau.

**«ALORS QUE LE CAFRAD
CÉLÈBRE SES 60 ANS
D'AUTONOMISATION DES
NATIONS AFRICAINES,
IL S'ADAPTE AUX
NOUVEAUX DÉFIS, AFFINE
SES STRATÉGIES ET SE
CONCENTRE SUR LA
GOUVERNANCE INNOVANTE
POUR SÉCURISER L'AVENIR
DE L'AFRIQUE.»**

Quelles sont les perspectives de CAFRAD pour répondre aux exigences de la gouvernance à l'ère du numérique ?

Le mandat que j'occupe se concentre sur la transformation numérique, intelligente et durable des administrations publiques et privées en Afrique. L'objectif est de soutenir les états membres à travers deux axes principaux : aider à la mise en œuvre de projets de numérisation (gouvernement électronique, e-services, e-administration, e-commerce) et promouvoir l'économie numérique, tout en intégrant ces transformations dans les programmes universitaires. Il est impératif qu'aucun diplômé universitaire ou scolaire en Afrique ne soit numériquement analphabète au 21e siècle. Il devient crucial de former des talents numériques et de sécuriser les infrastructures technologiques, en mettant l'accent sur la cybersécurité, l'informatique en nuage et la connectivité. Avec l'avènement des quatrième et cinquième révolutions industrielles, marquées par l'intelligence artificielle générative, l'informatique quantique et le transhumanisme, l'Afrique doit s'adapter pour ne pas être laissée pour compte. Adapter l'éducation à ces défis technologiques est essentiel pour permettre aux jeunes africains de participer activement aux défis mondiaux et de garantir le développement du continent. Le leadership africain, comme l'ont souligné Emmanuel Macron et Kwame Nkrumah, nécessite une refonte radicale de la formation des hauts fonctionnaires, afin de construire une Afrique autonome, gouvernée par des citoyens compétents, honnêtes et dévoués à leur nation.

Que pouvez-vous dire pour conclure cette interview ?

Le CAFRAD, un centre d'excellence et leader de l'action publique postmoderne, se positionne comme le principal acteur de la production d'idées, de compétences et de talents innovants en Afrique. Il soutient la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies et des initiatives de l'Union Africaine, telles que l'Agenda 2063, ainsi que les programmes de développement nationaux. Il est crucial que



les états membres, l'Union Africaine, les Communautés Économiques Régionales, les banques africaines, les universitaires et autres parties prenantes reconnaissent l'importance du CAFRAD dans un continent en transformation. Le CAFRAD est engagé à transformer les administrations publiques et privées en faveur du bien-être des citoyens, en promouvant la paix, la bonne gouvernance et le développement à travers la forma-

tion, la recherche, l'innovation publique et le conseil. Comme l'a souligné Peter Drucker, « Le développement social et économique est le résultat de la gestion », et selon la Banque Mondiale, « La bonne gouvernance n'est pas un luxe, c'est une condition essentielle au développement. »

*Interview réalisée par
Ferdinand Gade*

ABIY AHMED, PREMIER MINISTRE ÉTHIOPIEN

Entre paix fragile et ambitions de réforme

Depuis qu'il a reçu le Prix Nobel de la paix en 2019, Abiy Ahmed, Premier ministre de l'Éthiopie, a incarné un espoir de transformation pour son pays et l'Afrique de l'Est. Son ascension a été marquée par des réformes audacieuses et un discours de paix qui ont d'abord captivé le monde. Cependant, l'évolution de son leadership révèle un homme pris entre ses ambitions de moderniser son pays et les défis complexes qu'il doit affronter. Alors que l'Éthiopie est un acteur clé dans la stabilité de la Corne de l'Afrique, Abiy Ahmed se trouve face à une paix fragile et une situation interne difficile qui pourrait remettre en question son héritage et son avenir.

Les débuts prometteurs : un vent de réformes et de réconciliation

Abiy Ahmed a été nommé Premier ministre en avril 2018 à un moment charnière pour l'Éthiopie. Il a rapidement présenté un programme de réformes ambitieuses qui promettaient de moderniser l'économie, de renforcer les libertés politiques et de résoudre les conflits ethniques qui secouaient le pays. Une de ses premières initiatives les plus remarquées fut la signature d'un accord de paix historique avec l'Érythrée, mettant fin à une guerre de 20 ans qui avait défigurée la région. Ce geste lui valut immédiatement le Prix Nobel de la paix, une reconnaissance mondiale de son rôle dans la promotion de la paix et de la diplomatie en Afrique. Ses réformes intérieures incluent la libéralisation partielle de l'économie, l'ouverture du marché à l'investissement privé, ainsi qu'une révision des structures politiques de l'Éthiopie. Il a également permis la libération de centaines de prisonniers politiques, élargissant la liberté d'expression et apportant un espoir de démocratie. Cette volonté de transformation a été



largement saluée, notamment à l'échelle internationale, où Abiy Ahmed a été perçu comme un visionnaire capable de réconcilier le pays avec lui-même et avec ses voisins.

Les fractures internes : un processus de modernisation difficile

Cependant, alors que les réformes ont apporté un vent de changement, elles ont aussi exacerbé certaines tensions internes. L'Éthiopie, un pays multiethnique avec plus de 80 groupes ethniques différents, a toujours été un terrain de tensions entre ces communautés. Les réformes d'Abiy, si elles ont permis d'accorder plus de liberté aux individus, ont aussi ouvert la voie à

des luttes de pouvoir entre groupes ethniques. Le sentiment de marginalisation a refait surface, en particulier dans les régions périphériques du pays.

En particulier, le conflit entre l'État central et la région du Tigré est devenu un point focal de l'instabilité. Le Front populaire de libération du Tigré (TPLF), un ancien allié du gouvernement fédéral, a accusé Abiy Ahmed de centraliser le pouvoir et de réduire l'autonomie de la région. En novembre 2020, les tensions ont éclaté en guerre ouverte, un conflit sanglant qui a causé des milliers de morts et des millions de déplacés. Bien que le gouvernement éthiopien ait déclaré avoir remporté la guerre, la situation humani-

taire dans le Tigré est catastrophique et la stabilité du pays reste précaire.

Le paradoxe d'une paix fragile

La guerre du Tigré a révélé la profondeur des défis auxquels Abiy Ahmed doit faire face. Si, au début de son mandat, il a été perçu comme un leader d'unité nationale, la guerre a mis en lumière la fragilité de cette unité et a porté un coup à son image. Les critiques internationales concernant les violations des droits de l'homme et l'impact humanitaire du conflit ont terni son image de réformateur progressiste. Bien qu'un cessez-le-feu ait été signé en novembre 2022 et que la situation semble s'améliorer lentement, les blessures laissées par la guerre sont profondes et la réconciliation reste un objectif lointain.

Ce paradoxe entre la paix qu'il a réussie à instaurer sur certains fronts (notamment avec l'Érythrée) et la guerre interne qui déchire son propre pays soulève la question de la durabilité de ses réformes. Abiy Ahmed est-il capable de restaurer la paix interne et de stabiliser un pays qui, malgré ses aspirations à moderniser ses structures politiques, reste divisé par des conflits ethniques et régionaux ?

La gestion de l'intégration régionale et des projets continentaux

Au-delà de la politique intérieure, Abiy Ahmed a également mis l'accent sur l'intégration régionale et la coopération avec les autres nations de la Corne de l'Afrique. Son rôle dans l'accord de paix avec l'Érythrée lui a permis de redorer son image sur la scène internationale, renforçant ainsi la position géostratégique de l'Éthiopie dans la région. Il a également été un fervent défenseur du projet de la Grande Renaissance Éthiopienne, un mégabarrage sur le Nil bleu, qui pourrait transformer l'économie éthiopienne en générant de l'électricité pour des millions de personnes, tout en alimentant des industries et des exportations énergétiques. Cependant, ce projet a aussi provoqué des tensions avec l'Égypte et le Soudan, qui craignent une réduction de leur part d'eau du Nil.

Dans le cadre de l'Union Africaine (UA), Abiy Ahmed a joué un rôle actif dans le processus de paix en Afrique de l'Est et au Sahel, s'efforçant de promouvoir des



solutions diplomatiques pour résoudre les conflits internes dans d'autres pays africains, notamment au Soudan et en Somalie. Son engagement envers une Afrique unie, prospère et autonome lui a permis de renforcer la position de l'Éthiopie sur le continent, mais sa capacité à apporter une stabilité durable à ses propres frontières demeure cruciale pour son leadership.

Les perspectives d'avenir : vers un leadership redéfini ?

Alors qu'Abiy Ahmed cherche à redéfinir l'avenir de l'Éthiopie, son leadership fait face à des défis complexes. La question de la paix et de la réconciliation reste au cœur de son agenda. Comment gérer les tensions ethniques, la quête d'autonomie

de certaines régions et la consolidation d'une identité nationale unifiée ? Si ses réformes économiques sont en bonne voie, la modernisation du pays pourrait être contrariée par les fractures sociales et politiques internes qui n'ont pas encore été résolues. Sa gestion des crises futures, en particulier la manière dont il abordera les demandes de décentralisation et d'inclusivité, sera déterminante.

Abiy Ahmed devra également se montrer capable de naviguer dans un contexte régional de plus en plus complexe, avec des relations tendues autour du barage de la Renaissance et l'instabilité qui secoue le voisinage immédiat. À l'avenir, il devra trouver un équilibre subtil entre l'ouverture démocratique et le maintien de l'autorité centrale pour éviter que des tensions internes ne dégénèrent à nouveau en conflits ouverts.

Son leadership restera une figure importante de la politique en Afrique de l'Est et en Afrique dans son ensemble, mais son héritage sera indissociable de la manière dont il réussira à transformer la paix fragile qu'il a instaurée en un processus durable de réconciliation et de développement inclusif. Le temps dira si Abiy Ahmed pourra réellement incarner la vision de l'Éthiopie nouvelle qu'il a promise ou si son mandat sera défini par les cicatrices d'un conflit interne difficile à surmonter.

Sylvestre Tetchiada

**L'ESPOIR DE
TRANSFORMATION
DE L'ÉTHIOPIE SE
TROUVE DÉSORMAIS
PRIS ENTRE LA
MODERNISATION
ET LES TENSIONS
INTERNES.**

MAHAMAT IDRISSE DÉBY

Le Tchad en quête d'un nouveau contrat social

Depuis sa prise de pouvoir en avril 2021, à la suite du décès de son père Idriss Déby Itno, Mahamat Idriss Déby a marqué l'histoire du Tchad en devenant le leader d'un pays en pleine transition. Loin de se contenter de la continuité de l'héritage militaire, son ascension a été accompagnée d'une promesse de réformes politiques et de développement, mais également de défis complexes. Alors que le Tchad fait face à des crises sécuritaires, économiques et politiques, la question du nouveau contrat social reste centrale. Le défi pour Mahamat Idriss Déby est de concilier son autorité héritée de son père, les aspirations démocratiques populaires et la pression internationale pour une transition inclusive.

Un héritage militaire et des attentes démocratiques

Le Tchad, sous le régime d'Idriss Déby Itno, a été un pilier de la stabilité régionale, notamment en raison de son rôle clé dans la lutte contre les groupes terroristes dans le Sahel. Cependant, ce leadership a aussi été marqué par un régime autoritaire, avec peu de place pour les libertés politiques, un contrôle militaire sur les institutions et des tensions constantes avec l'opposition. Lors du décès brutal d'Idriss Déby, tué sur le front alors qu'il était en mission militaire contre les rebelles du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), le pays s'est retrouvé dans une situation instable, sans plan clair de succession. Mahamat Idriss Déby, son fils, a alors pris les rênes du pays à la tête d'un Conseil militaire de transition (CMT) de 15 membres. L'initiative de maintenir l'armée au pouvoir a été une décision stratégique, considérée par certains comme une nécessité pour éviter l'effon-



drement de l'ordre politique, mais également comme une continuité du pouvoir militaire dans un pays où les forces armées jouent un rôle central. Toutefois, cette transition n'a pas manqué de soulever des critiques, notamment au sein de l'opposition et des mouvements de la société civile qui réclamaient un passage immédiat à un gouvernement civil et démocratique.

Le dialogue national inclusif : Un pari risqué

Face à une opposition interne croissante, Mahamat Idriss Déby a proposé, dès juin 2021, un « dialogue national inclusif » qui réunirait les différentes forces politiques, les groupes d'opposition et la société civile. Ce processus a pour objectif de mettre en place un consensus national sur la réforme constitutionnelle, l'organisation des élections libres et transparentes, et l'orientation politique du pays pour l'avenir. Cette

initiative a été vue par certains comme un geste positif vers la démocratisation, mais d'autres ont émis des doutes quant à la sincérité du processus.

Le dialogue national a débuté en 2022 et s'est avéré être un test majeur pour Mahamat Idriss Déby. Bien que des discussions aient eu lieu et que certains partis aient accepté de participer, des tensions sont restées palpables. D'un côté, des partis politiques et des organisations de la société civile ont insisté pour que la transition mène à un retour à un gouvernement civil, avec des élections présidentielles libres et transparentes. De l'autre côté, l'opposition armée, notamment le FACT, a critiqué le dialogue, arguant que les conditions de sécurité et la domination de l'armée sur la politique du pays rendaient la transition illusoire. Un des grands enjeux reste la participation des mouvements armés à ce dialogue, certains d'entre eux, comme le FACT, ayant exprimé des réserves sur

le processus. Bien que Mahamat Déby ait promis que la transition s'achèverait par des élections dans un délai de 18 mois à compter de 2021, les scepticismes demeurent concernant la durée de cette période et l'influence réelle de l'armée dans la politique tchadienne. Une question persiste : dans quelle mesure la transition pourra-t-elle aboutir à une véritable démocratisation ou se traduira-t-elle simplement par un changement de façade, avec le maintien de l'influence militaire dans les coulisses du pouvoir ?

La question sécuritaire et les défis du Sahel

Le Tchad se trouve au cœur de la crise du Sahel, une région ravagée par des groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique, des conflits interethniques et des crises de gouvernance. Le pays joue un rôle stratégique dans la lutte contre le terrorisme en soutenant les forces internationales comme Barkhane et la force conjointe du G5 Sahel, mais cette implication met également le Tchad dans une position délicate.

Sous la présidence de Mahamat Idriss Déby, le pays a continué d'être un partenaire clé dans la guerre contre les terroristes au Sahel. Cependant, cette situation a exacerbé les tensions internes. Les forces armées tchadiennes, qui sont souvent déployées à l'étranger, sont également sollicitées sur le territoire national pour lutter contre des groupes rebelles, tels que le FACT. Les tensions sécuritaires ont aggravé les défis liés à la stabilité politique et ont contribué à la fragilité économique du pays. La violence et l'insécurité alimentent les frustrations populaires, et la gestion de ces crises devient l'un des principaux défis du président.

Le Tchad a également vu des manifestations internes et des grèves de la part des syndicats et des groupes sociaux, notamment ceux des travailleurs et des étudiants, qui exigent des réformes sociales et politiques. Ces revendications témoignent d'une pression populaire croissante pour des changements substantiels dans la gouvernance.

La diplomatie internationale et le soutien à la transition



Le soutien international, particulièrement de la France, des États-Unis et de l'Union Européenne, a été crucial pour Mahamat Idriss Déby dans ses efforts de maintien de l'ordre et de stabilisation du pays. Ces acteurs externes ont salué l'initiative de dialogue, mais ont également insisté sur la nécessité de réformes démocratiques profondes pour garantir la légitimité du gouvernement tchadien. En particulier, l'Union Européenne et la France ont souligné la nécessité d'un retour à la démocratie, ce qui a constitué un facteur de pression sur le régime militaire.

Le rôle stratégique du Tchad dans le cadre des politiques sécuritaires en Afrique, notamment dans la lutte contre le terrorisme, ne doit pas être sous-estimé. Cependant, il existe une reconnaissance

croissante que la stabilité du pays ne peut pas reposer uniquement sur la sécurité militaire, mais qu'une véritable transition démocratique est nécessaire pour éviter un retour à l'instabilité, comme c'est le cas dans d'autres pays du Sahel.

Un modèle de gouvernance inclusive en question

À ce jour, Mahamat Idriss Déby n'a pas encore permis une ouverture complète du système politique tchadien. Malgré les engagements de réforme, le système reste fortement influencé par les anciens alliés militaires de son père, et des préoccupations persistent concernant la répression de l'opposition et la liberté de la presse. De nombreux analystes et observateurs internationaux s'interrogent sur la capacité du régime à réussir cette transition vers un modèle démocratique inclusif.

Le Tchad se trouve donc à un carrefour stratégique, où son avenir politique dépendra largement de la capacité de Mahamat Idriss Déby à réconcilier les forces en présence : les aspirations démocratiques du peuple tchadien, les exigences de la communauté internationale, et les réalités sécuritaires internes. Le chemin vers une gouvernance inclusive ne sera ni facile ni linéaire. La question demeure : Mahamat Idriss Déby parviendra-t-il à réaliser cette transition ou le pays restera-t-il sous le contrôle des forces militaires, laissant la démocratie en attente ?

S.T

LE TCHAD EST AU CŒUR DE LA CRISE DU SAHEL, UNE RÉGION DÉVASTÉE PAR DES GROUPES TERRORISTES AFFILIÉS À AL-QAÏDA ET À L'ÉTAT ISLAMIQUE (ISIS).

CAN 2025

Le MAROC connaît ses adversaires et veut vaincre le signe indien de 1976

Le tirage au sort des poules de la CAN 2025 a révélé de belles affiches à venir. Des oppositions légendaires qui reviendront, par exemple entre la Côte d'Ivoire et le Cameroun et l'Algérie et sa bête noire la Guinée Equatoriale. Pays organisateur, le Maroc n'a qu'une seule chose en tête: réussir le pari de l'organisation et remporter le trophée.

Le Maroc, pays hôte de la Coupe d'Afrique des Nations CAF TotalEnergies 2025, ouvrira la 35e édition du tournoi en affrontant les Comores, le dimanche 21 décembre 2025. C'est ce qu'a décidé le tirage au sort des poules de la CAN 2025. Tirage qui a eu lieu le lundi 27 janvier 2025 au Théâtre National Mohammed V de Rabat.

Les 24 nations qualifiées sont désormais fixées sur leurs adversaires pour cette nouvelle édition du plus grand événement sportif africain qui s'annonce spectaculaire. Après le mémorable tournoi qui a eu lieu en Côte d'Ivoire, avec des émotions hors du commun.

Les Lions de l'Atlas qui abordent leur 20e participation à la CAN CAF TotalEnergies, ont de grandes chances de mettre fin à une disette de 49 ans. Walid Regragui et ses hommes ne visent qu'une chose: briser le signe indien de 1976, date du dernier et unique succès à la CAN du Maroc en Ethiopie.

Les Lions de l'Atlas sont présentés comme les favoris ou du moins parmi les favoris. Mais il va falloir le prouver sur le terrain. Avec un groupe talentueux sous la conduite de Walid Regragui, qui les a menés en demi-finale de la Coupe du Monde de la FIFA, le Maroc doit d'abord marquer les esprits lors d'un match d'ouverture, qui peut s'annoncer facile mais problématique dans la pratique.

En effet, les adversaires du Maroc ne viennent pas faire de la figuration comme l'a prouvé la dernière CAN CAF



TotalEnergies en Côte d'Ivoire, avec les performances des sélections considérées de petit calibre.

Le Maroc a de bonnes chances de briller lors de la CAN 2025, surtout qu'ils auront l'avantage de jouer à domicile. L'équipe marocaine a montré ces dernières années une forme impressionnante, notamment en atteignant les demi-finales de la Coupe du Monde 2022. Ils possèdent une équipe solide avec des joueurs de qualité internationale, comme Achraf Hakimi, Hakim Ziyech, et Yassine Bounou etc...

Le défi de l'organisation...

La question de savoir si le Maroc peut surpasser la Côte d'Ivoire dans l'organisation de la CAN 2025 dépend de plusieurs facteurs, notamment des infrastructures, de l'organisation logistique, et de l'expérience dans la gestion de grands événements sportifs.

Or à ce niveau, c'est une lapalissade que de dire que le Maroc est reconnu pour sa capacité à organiser des compétitions de haut niveau, avec des stades

modernes et une expérience en matière d'accueil d'événements comme la Coupe du Monde des Clubs de la FIFA, la Coupe d'Afrique des Nations en 1988, et plus récemment la Coupe du Monde de football des clubs.

Ce pays a une solide réputation en matière de gestion et de mise en place d'infrastructures de qualité, et il pourrait utiliser ces atouts pour offrir un tournoi bien organisé et mémorable. On verra ce qui se passera en décembre 2025 et janvier 2026...

Le soutien de leurs supporters et le fait de jouer sur leur propre sol peuvent être des facteurs motivants supplémentaires. Cependant, comme dans toute compétition, il faudra faire face à des équipes très compétitives, et la pression d'un tournoi à domicile peut aussi avoir son lot de défis. Tout dépendra de leur préparation, de la gestion des matchs, et de leur capacité à rester concentrés face à la pression.

Par Valéry FOUNGBE

PAPE SECK, CRÉATEUR DE CONTENUS SPORTIFS À PROPOS DE LA CAN 2025 « Les infrastructures, les villes du Maroc sont magnifiques »

Depuis 2019, ce Sénégalais, passionné du milieu footballistique africain, fait son chemin dans les stades et lieux de communication de la Coupe d'Afrique des Nations de Football. Grâce à son talent et ses connaissances en Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), il met en lumière, sur la toile, tous les meilleurs moments des rencontres. Hommes d'Afrique Magazine a eu un entretien avec lui à Rabat, au lendemain du tirage au sort des poules de la prochaine CAN TOTAL Énergies.

A la suite du dernier tirage au sort de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations de Football, peut-on avoir votre réaction ?

Je suis créateur de contenus sportifs. Le Lundi 27 janvier dernier, j'étais invité par la CAF pour créer du contenu autour de l'événement. Franchement, c'était un très bel événement. Nous sommes tombés dans une poule pas facile, mais avec une bonne équipe du Congo et deux autres équipes moins fortes. Nous pensons être les favoris du groupe, mais en réalité c'est pas une poule facile dans laquelle nous nous retrouvons.

Au regard de l'évolution du football africain impactée par du professionnalisme à différents niveaux, pourriez-vous émettre des pronostics ?

Déjà, mon pronostic est motivé du choix du cœur, le Sénégal. Cependant, au regard des dernières performances et des tendances, je regarde la Côte d'Ivoire avec un bon groupe de jeunes, suivi du Maroc qui a opéré beaucoup des changements en impliquant plus de jeunes



joueurs. Le Maroc, selon les résultats, a en plus l'avantage du public.

Le football africain aujourd'hui est-il valorisé par la sélection des jeunes talents nationaux ou des professionnels évoluant dans l'hexagone ?

Pour moi, les deux vont ensemble, mais c'est l'implication qui compte. Si tu es un grand joueur qui n'a pas une forte implication et engagement, les résultats ne suivront pas. Un grand joueur, ça compte comme dans le cas de SADIO MANE, mais il est en fin de carrière. Du coup, son implication sur le terrain ou

en dehors et l'orientation des jeunes seront utiles.

Des curiosités depuis que vous êtes sur le territoire marocain? Un commentaire sur les préparatifs ?

Déjà, il faut dire que les infrastructures, les villes du Maroc sont magnifiques. C'est la première fois que je viens à Rabat et franchement, je peux dire que c'est une ville qui est très belle. Cela m'a surpris et confirme les allégations des autres selon lesquelles le Maroc voudrait organiser la CAN du siècle dans tous les domaines. En Côte d'Ivoire, on a eu un très grand niveau,

avec de l'ambiance, des émotions. On a été surpris par Abidjan et espérons qu'ici ce sera encore plus palpitant.

Le souffre douleur et à récurrence réside peut-être dans l'accréditation des médias ou journalistes africains. Ils ne sont apparemment pas nombreux comparativement à certains continents.

A mon avis, si cette information est vérifiée, il faudrait accrédi-ter plus de journalistes sur le continent. S'il y a beaucoup de journalistes, la CAN va faire du bruit et sera plus populaire.

Propos recueillis par Samirat NTIAZE et Sylvain TIMAMO

BONIFACE OJORA BABATUNDE, REPORTER SPORTIF

« Je crois que le Maroc comme pays organisateur est un bon favori »

Parti de Paris en France pour couvrir le tirage au sort de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations, cet homme des médias d'origine nigérienne, reporter sportif, a bien voulu répondre aux questions de Homme d'Afrique Magazine.

Quel regard portez-vous sur la prochaine Coupe d'Afrique des Nations de football au Maroc ?

Je suis reporter - sportif et mon observation sur les schémas de ce tirage est suffisamment enthousiaste. Il y a une combinaison entre plusieurs rivaux, des équipes qui voudront prendre leur revanche sur leurs adversaires. Les poules formées me font croire que cette CAN au Maroc sera fantastique.

Pourriez-vous vous hasarder à quelques pronostics ?

Je crois que le Maroc comme pays organisateur est un bon favori. De plus, une rétrospective dans les archives de cette compétition montre que les pays organisateurs sont régulièrement en demi-finale ou au mieux en finale. Je suis ressortissant du Nigeria et je trouve que cette équipe est assez préparée à corriger les erreurs d'Abidjan en Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire aussi à une équipe fantastique. Je vois également parmi les finalistes un pays comme l'Égypte. Cette dernière tire ses forces dans son palmarès élogieux, dans des joueurs comme Moussala. Pour être plus précis, je vois l'Égypte, la Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Maroc en demi-finale de cette CAN2025.

A la sortie de cette interview, quelle appréciation générale sur le football africain ? Des suggestions ?

De manière générale, et pris sur l'ensemble de la planète, on ne devrait pas prendre le football africain à part. Lors

de la dernière saison de la Bundesliga, nous enregistrons Gurasi et Bonefish qui étaient les meilleurs buteurs.

C'est la puissance du football africain qui domine en ce moment les championnats du monde.



Dans la même lancée, ce sont encore des Africains qui sont les joueurs talentueux des championnats français et anglais.

LES GROUPES FORMÉS ME FONT CROIRE QUE CELA POURRA ÊTRE FANTASTIQUE AU MAROC.

Vous ne pouvez dans un autre sens pas prendre à part les footballeurs africains dans les ligues des champions car le jeu et collectif et technique. Ces derniers apportent leurs contributions au rayonnement de cette discipline.

Ceci particulièrement sur les plans tactique et technique. Je suis fier d'être africain et nous exhorte à toujours donner le meilleur. Le Dr Motsepe, président de la confédération africaine de football a rappelé que la Coupe d'Afrique des Nations de football est regardée par plus d'un milliard de supporters. Qui de plus autorisé que lui pour dire que le football africain a beaucoup progressé et est parti pour se classer comme le meilleur au monde.

Propos recueillis par Samirat NTIAZE et Sylvain TIMAMO



Look Beauty

Africa Salon



Look Beauty
Africa Salon

Avenue Abdelkrim El khattab. 4 rue Australle.
Ocean-Rabat. E-mail : lookbeautyafrika@gmail.com
Fixe : (+212) 05 37 72 58 31 - GSM : (+212) 6 03 04 43 47



**Établissement Privé
d'enseignement supérieur
reconnu d'utilité publique
par l'Etat gabonais**

NOS ETABLISSEMENTS



**ÉCOLE DE MÉDECINE
ET DE PHARMACIE**



Dis à **BASSASSA, PK 23**

B.P. 20411 Libreville (Gabon).

Email: contact@uil-universite.com

Téléphone : **+(241) (0) 62 26 51 28 ou +(241) (0) 62 09 85 66**

Site WEB : <https://uil-universite.com>